24

courant alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

DECEMBRE 92 - 25 F

EUROPE : contre les mesures anti-sociales de la bourgeoisie...

LE TEMPS DES REVOLTES

M1292 - 24 - 25,00 F

L'Algérie en quatre dimensions

Reims : croissants rouges !

Somalie : l'humanitaire de Kouchner

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal (CJ), est organisée dans une ville différente chaque fois, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que les militants OCL de la ville en question et que des représentants des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individus. En outre chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines qui suivent, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Ce numéro a été préparé à Caen.
Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egregore - BP 1213 - 51058 Reims Cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT S'ABONNER A COURANT ALTERNATIF...

1 an (10 numéros) ..... 220 F

Chaque nouvel abonné recevra gratuitement le livre de l'OCL "L'Etat des lieux"

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires ..... 390 F
3 exemplaires ..... 550 F
5 exemplaires ..... 900 F
10 exemplaires ..... 1450 F

Chèques à l'ordre de "La Galère"
OCL/Egregore - B.P. 1213 - 51058 Reims Cedex
Souscription permanente pour CA : CCP La Galère 38-77 P - Chalons sur Marne
Abonnement 6 numéros : 140 F - 3 numéros : 70 F

Courant Alternatif
Eté 1992
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Egregore
B.P. 1213 - 51058 Reims Cedex
Dir. Publication : Denis Jean
Imprimerie : Rotographie
Com. par. : AS 72313

LA PROCHAINE COMMISION JOURNAL AURA LIEU A REIMS

SOMMAIRE

3/4. ..... Edito
5/6/7. ..... Reims : le procès de la boulangère
8. ..... Livres
9. ..... Dockers de Marseille
10/11/12. ..... Somalie : "l'humanitaire" de Kouchner
13/14. ..... Suisse
14/15/16. ..... Espagne
16/17/18/19. ..... Allemagne
20/21. ..... Chômage
22/23. ..... Brèves
24/25. ..... Réfugiés : toujours la répression
26. ..... Zique
27/28. ..... Algérie
29 à 33. ..... Corse
34. ..... Nicolas Faucier
35. ..... Qui sommes nous ?
36. ..... L'Mouvement

RELATIONS INTERNATIONALES : Tél. 56 92 73 66 - Fax 56 92 24 75

COMMENT CONTACTER COURANT ALTERNATIF ?

AQUITAINE
• CEDA - B.P. 28
33031 Bordeaux Cedex

BRETAGNE
• OCL c/o GRIM
B.P. 804
44019 Nantes Cedex

CENTRE
• La Commune - B.P. 1228
45002 Orléans Cedex

ILE DE FRANCE
• Courant Alternatif
B.P. 381
75969 Paris Cedex 20

MIDI-PYRENEES
• OCL c/o Collectif Pirate
Canal Sud
40, rue Alfred Duménil
31400 Toulouse

NORD
• OCLB c/o Caribou
B.P. 21
62222 St Martin Boulogne

NORD/EST
• OCL c/o Egregore
B.P. 1213
51058 Reims Cedex
• La Question Sociale
B.P. 202
08102 Charleville-Mézières
• GREL - B.P. 47
10500 Brienne le Château

NORMANDIE
• ASTEVEMU - B.P. 88
14008 Caen Cedex

PAYS-BASQUE
• Acratie - B.P. 23
64130 Mauléon

PAYS DE LOIRE
• La Galère
B.P. 1917
37019 Tours Cedex

RHONE-ALPES
• OCL
37, rue Burdeau
69001 Lyon

SUD-EST
• La Galère - B.P. 117
06333 Grasse Cedex

Ecrire au journal pour Longwy

EDItorial

Vers un réveil des luttes... Un peu partout en Europe, les colères montent, comme en Grande-Bretagne, ou explosent, comme en Italie. Le traité de Maastricht devait nous ouvrir des horizons de bonheur ! Il semble que les embellies prédites par nos gouvernants soient perturbées par le grondement sourd des révoltes. Nos dirigeants auraient-ils été mal informés par leurs flico-socio-syndicalos et autres chiens de garde qui veillent à l'anesthésie de la classe ouvrière ? Ont-ils à ce point sous-estimé le ras-le-bol et la capacité de réaction des travailleurs ?

En Grande-Bretagne, après des années de règne conservateur, J. Major, qui pensait faire passer les mesures anti-sociales sans grand problème, doit reculer face à la révolte montante. Son plan de dégraissage des mines (30 000 licenciements) et autres mesures d'austérités sont mis provisoirement en veilleuse.

Au nom de l'Europe de Maastricht, le gouvernement italien a remis en cause l'échelle mobile des salaires, fait reculer l'âge de la retraite, etc. L'écran de fumée de la lutte anti-mafia n'aura dupé personne et le gang des dirigeants politiques italiens corrompus a vu la classe ouvrière réagir aussitôt et massivement dans la rue. L'Italie est secouée par les manifestations ouvrières «les plus importantes depuis 20 ans» comme est obligé de le reconnaître B. Trentin, secrétaire de la CGIL (1).

La riposte de la rue contre ces mesures anti-sociales est l'occasion d'une colère massive et déterminée contre le gouvernement mais aussi contre les syndicats. «Avant de mourir je devrais voir aussi cela : les carabiniers en train de protéger les syndicalistes dans un meeting», ainsi se lamente le représentant de la CISL (2), l'ancien maire socialiste de Gênes.

Le conservateur gouvernement grec voulait assainir l'économie du pays par des mesures d'austérité sans précédent qui permettraient ensuite à ce pays d'être enfin membre à part entière de l'Europe. Là aussi, la riposte n'a pas traînée. Des grèves générales déclenchées dans tout le pays, plus d'un million de travailleurs en lutte, soutenus par la majorité de la population. Contre cette combativité, l'ordre syndical est venu au secours du capital : sabotage par l'appel à l'arrêt de la grève générale et à la reprise du travail.

En Allemagne, la bourgeoisie a mis en spectacle les violences de Rostock dans l'ex-RDA. La manœuvre devait permettre ensuite de faire passer les premières mesures draconiennes contre le droit d'asile et d'immigration. L'utilisation de la violence de ces groupes d'extrême droite doit permettre d'éviter l'unification de tous les travailleurs allemands sur des intérêts de classe. En laissant se dérouler ces violences racistes la bourgeoisie allemande utilise la faiblesse des travailleurs et des chômeurs dans l'ex-RDA, plus perméables aux échos de l'idéologie xénophobe à cause de la perte de nombre de repères et de l'abrutissement hérité de la dictature stalinienne de l'ancien régime.

La deuxième étape de toute cette manœuvre sera l'appel à l'union nationale derrière l'étendard de l'antifascisme, afin de détourner les travailleurs des mesures que prend le chancelier Kohl. Voici peu, celui-ci annonçait au peuple allemand «des temps rigoureux». En clair les travailleurs devront payer par eux même la réunification : hausse des impôts, allongement du temps de travail, etc.

En France, avec Maastricht il est des victoires qui laissent un goût de défaite : au oui massif qu'espérait la bourgeoisie et Mitterrand, c'est le non (avec 48,95 %) qui leur a claqué à la figure, et nul ne peut en nier la signification de classe.

L'observatoire français des conjonctures écono-

miques d'octobre laisse présager de fortes perturbations : «...le rétablissement des profits suppose une remontée de la productivité, donc de la poursuite d'un repli des effectifs et un ralentissement supplémentaire des salaires individuels... le ralentissement des prestations sociales ne suffiront pas à résorber les déficits de l'UNEDIC et de la sécurité sociale, les cotisations seront relevées en 1993, etc.»
En clair, peu d'augmentations et moins de prestations mais plus d'austérité et plus de chômage. Ainsi quand «ils» nous parlent de la baisse des demandeurs d'emploi, le gouvernement ne leurre plus grand monde. Ceux -ci régressent dans les statistiques parce que la chasse est ouverte. Toutes les opportunités sont à prendre. Les petits technocrates de service barrent, rayent, suppriment à tour de prétextes et, comme cela ne suffit plus, l'envoi massif via les CES dans la fonction publique prend le relais.
En attendant leur prochaine déconvenue électorale Mitterrand et ses socialistes tentent de donner dans l'artifice humanitaire. Ainsi, Kouchner en Monsieur propre, avec son opération "bol de riz pour la Somalie" et ses attaques contre ses "anciens" amis empêtrés dans les affaires du sang, voudrait nous faire oublier qu'il continue à casser Santé publique en excluant une frange de plus en plus grande de la population qui par une politique à deux vitesses, ne pourra plus être soignée correctement, dans le respect et la dignité. De même, sa collègue Marie-Noelle Lienemann, qui veut se démarquer du PS en en dénonçant l'inutilité, soutient l'expulsion des mal-logés de Vincennes pour des raisons humanitaires. Présentée comme la "gauche sociale", elle illustre comment un discours radical peut servir à masquer des mesures qui préservent les intérêts de la classe au pouvoir. Kouchner et Lienemann sont l'expression même de l'hypocrisie et du cynisme le plus sordide ; il n'y a pas d'humanitaire, il n'y a plus que de l'humanitaire au service des politiques.
Dans la guerre économique qui s'accentue, la bourgeoisie française attend l'après élection pour nous faire payer encore plus durement le bilan de la récession. Par exemple, on vote la loi contre le droit de fumer dans les lieux publics, mais on attend avril prochain pour augmenter de 15 % le prix du tabac. Il en sera ainsi pour les autres mesures anti-sociales que nous devrons payer. Celles-ci seront, n'en doutons pas, accompagnées de la même complainte déjà entendue de nombreuses fois : rentabilité et compétitivité. Ce qui freine, pour l'instant, la mise en application de ces mesures, c'est le délabrement de l'appareil politique français. La bourgeoisie compte sur un retour de la droite pour assurer ses intérêts et sur une nouvelle force politique et syndicale qui renouerait avec la mystification d'une "gauche liée à la défense des intérêts des travailleurs". L'axe de recomposition de cette nouvelle force se ferait entre les débris des partis PS, voire PC, et les écolos. D'ailleurs qui, plus que Brice Lalonde, tient un discours anti PS si ce ne sont les débris de ce PS qui se "radicalisent" verbalement tant contre la politique du gouvernement (J. Dray) que contre les ministres qui pataugent dans les affaires (Kouchner), ou contre l'inutilité du parti, handicap pour l'avenir (Delebarre, Lienemann), et qui, tous, râlent contre Mitterrand pour sa gerbe sur la tombe de Pétain alors que cela dure depuis des années sans qu'ils en aient été alors gênés.
La droite aux commandes (Giscard, Rocard, Delors, ou peu importe), la nouvelle gauche recomposée, celle qui se dit alternative et toute animée de plus de justice, d'égalité, de progrès, d'écologie, légitimée par une nouvelle assise électorale lors des législatives prochaines, se rodera dans l'opposition ou s'acoquinera rapidement aux affaires de l'Etat. Ces nouveaux chiens de garde à leurs postes politiques et syndicaux, devront veiller à ce que les travailleurs français ne se sentent pas soudain une envie d'imiter leurs homologues italiens refusant les mesures anti-sociales imposées. Ils devront veiller à les détourner de leur but, masqué par de nombreux artifices : la destruction du système qui génère misère et famine de par le monde.
Notre tâche est au contraire de propager la contagion de la révolte, de souffler sur les braises et de faire que l'agitation reprenne à l'image de ce qui s'est passé en Italie.
Contre les plans d'austérité que nous impose la bourgeoisie, contre le chômage et la misère, nous n'aurons d'autre choix que de lutter pour défendre nos intérêts de classe.

Caen le 16 novembre 92

Bientôt les fêtes ! Offrez un cadeau...

- ***tee-shirt (58 F, port compris)***
- ***briquet (50 F les 5, port compris)***

Pour les non-abonnés, vous pouvez vous abonner à 2 pour le prix d'1 seul,
si vous êtes abonnés, vous pouvez abonner une personne de votre choix à moitié prix.

Des croissants "beurs"...

Comme de nombreux meurtres sécuritaires et racistes, l'affaire de la boulangère de Reims restera dans les annales. Comment expliquer son acquittement ? Est-ce un déni de Justice comme le disent toutes es associations antiracistes et tous les démocrates ou n'est-ce pas tout simplement une conséquence inéluctable de notre Etat de Droit ? Pour des bandes de jeunes cette affaire fut un détonateur à l'expression de leur révolte qui reste à ce jour désespérée, et incomprise par ceux qui sont déjà soumis, résignés ou qui espèrent encore individuellement s'en sortir alors qu'il ne fait aucun doute que les élus seront peu nombreux.

Le dimanche 12 févier 1989 à 6 h du matin, 6 jeunes "au teint basané" veulent acheter des croissants dans une boulangerie rémoise connue pour être ouverte très tôt le matin, et aussi pour être tenue par un facho alcoolique surarmé. Une altercation s'en suit, le boulanger refuse de vendre ses croissants, la boulangère dormant avec un fusil sous son lit est réveillée, descend les escaliers et tirent dans le tas sur ce "troupeau de maghrébins" (propos tenus par la boulangère) qui quittaient la boutique en emportant les croissants demandés. Ali RAFA, 23 ans, fils de Harki, est tué d'une balle dans la tête.

C'est en résumé ce que les média appellent un "fait divers" dont le caractère raciste et sécuritaire ne peut échapper à personne. En effet, GARAUD, avocat d'extrême-droite, défenseur patenté de tous les crimes commis par les partisans de l'autodéfense pour assurer la protection de leurs biens matériels rappliquait, le F.N. lui emboîtait le pas, un rassemblement de soutien à la boulangère était organisé, Collinot, ex-rémois candidat du F.N. à Macon déclarait sous les applaudissements de pas mal de petits commerçants rémois qu'il fallait "créer des comités de soutien à la boulangère de Reims dans les 30 000 communes de France !"

Ali, issue d'une famille de harkis du "pont de Vitry", quartier où ont été parqué les "harkis" à la fin de la guerre d'indépendance algérienne... certainement pour les remercier d'avoir si bien servi la France, a eu immédiatement sa mémoire salie. Il était, selon la formule usuelle, connu des services de police... pour avoir le 9 novembre de l'année précédente embarqué dans sa voiture une des skinheads les plus hargneuses de la ville de Reims, lui avoir fait la leçon pendant quelques minutes avant de la relâcher amputée de son bombeur. Il était alors inculpé d'"arrestation arbitraire" pour avoir participé avec ses copains du "Pont de Vitry" au rétablissement de la sécurité dans les rues de Reims infestées depuis 86 de skins à l'origine de nombreux incidents graves dont un meurtre !

La famille, effondrée, prenait alors contact avec SOS RACISME qui débarquait de Paris pour jouer les pompiers en désamorçant la révolte des jeunes avec l'aide d'éducateurs/animateurs, de la communauté harkie constituée des "pères bien à droite" (dixit leurs propres fils). Leur stratégie était simple "NON A LA VIOLENCE, OUI A LA JUSTICE". Le samedi 18 février, à l'appel de la famille, de SOS Racisme, du MRAP, d'associations de "harkis" et de l'Amicale des Algériens eut lieu une manifestation silencieuse regroupant un millier de personnes constituée en grande majorité de jeunes issues de l'immigration pas forcément d'origine harkie. Les Français de souche ne s'étaient guère mobilisés, de plus la gauche rémoise traînait les pieds en prétendant à cette époque que tout n'était pas clair dans cette affaire.

SOS Racisme ne réussira pas son OPA sur le comité Ali Rafa créé à la suite de cette manif. Mais ses idées défendues passeront car ce comité n'exista que quelques mois afin d'apporter à la famille un nécessaire soutien moral et financier; quant au reste, il fallait faire CONFIANCE A LA JUSTICE FRANCAISE ! A noter tout de même que pendant toute l'existence de ce comité nous furent qu'une poignée de gens extérieurs au quartier à participer à ses activités.

Puis, au terme d'une assez longue bataille de procédures, ponctuée de remises en liberté et de remises en détention, la chambre criminelle de la Cour de cassation renvoyait finalement en juillet 91 la boulangère devant les assises de la Marne. Parallèlement, les "voleurs de croissants", c'est à dire les jeunes qui avaient échappé au fusil de la boulangère, étaient condamnés à des peines de prison avec sursis...

L'acquittement

Le procès dura 2 jours, la première demi-journée fut consacrée à l'accusée, on l'oublia ensuite pour ne parler que de la victime en salissant une fois de plus sa mémoire, des voyous, de l'insécurité... il fallu qu'un témoin de la partie civile rappelle tout de même que "c'est la boulangère qui a tué" pour tenter de recentrer le procès. L'avocat général demanda alors 4 ans de prison avec sursis pour coups mortels et non plus pour meurtre. Ce professionnel de la Justice n'allait pas jusqu'à demander l'acquittement qu'il redoutait : "un verdict d'acquittement serait ressenti comme une injustice" et s'adressant aux jurés (la fameuse justice populaire composée ici de petits blancs bien respectables et propres sur eux) il déclara : "Si

vous acquittez Me Garnier, vous accordez un permis de tuer pour tout et n'importe quoi !". A l'approche du procès, le F.N. s'était tu, laissant "la justice française faire son travail" et elle le faisait ! Dès l'ouverture du procès, les forces de l'ordre établi étaient omniprésente. Quant à la salle d'audience, l'apartheid régnait avec d'un côté les amis d'Ali et de l'autre les petits commerçants venus soutenir la boulangère. Ces derniers ne se privèrent pas d'applaudir à tout rompre la haine sécuritaire de Garaud, quant à l'apartheid elle fut matérialisée le deuxième jour par des barrières métalliques séparant les 2 camps. A l'annonce du verdict d'acquittement prévu depuis le début par le Président du tribunal, et prévisible (voir plus loin), l'explosion de douleur de la famille et des amis d'Ali fut en un éclair réprimée sauvagement par les CRS.

La "justice"

Ce procès fut finalement conforme à quasiment tous les autres du même type (meurtres sécuritaires) tant dans son déroulement où le procès se retourne contre la partie civile, que dans ses conclusions. Qu'ici il y ait en plus du racisme ne pouvait que conforter ce qui existe déjà. En effet, on oublie un peu trop souvent que les biens matériels, la propriété est infiniment mieux protégée par la loi que la personne humaine. "L'Etat de Droit" garanti l'Ordre établi. Depuis la révolution de 1789, date à laquelle la bourgeoisie a pris le pouvoir — faut-il le rappeler ? — la loi protège en premier les possédants qui fait de la "Justice" une Justice de Classe. Pour s'en persuader, il suffit d'assister à une séance de n'importe quel tribunal correctionnel, de regarder la composition sociale des taulards et des délits pour lesquels ils sont majoritairement en prison, ou de constater l'auto-absolution (aujourd'hui criante depuis que ces affairistes du P.S. sont au Pouvoir) que se donne les gérants politiques du système capitaliste lorsqu'ils sont mêlés à un scandale "malencontreusement" révélé au public.

Une récente étude d'un sociologue[1] prouve que ce qui s'est passé à Reims est un classique de la "Justice" depuis... 1789 ! Quelques exemples : en 1980, à Metz, un pâtissier fut acquitté après avoir tué d'une balle dans le dos un voleur.... de 13 ans ; dans les années 60, une agricultrice fut elle aussi acquittée après avoir battue à mort une femme venue lui voler des légumes dans son champ, etc. Dans ce type d'affaires sécuritaires où il y a meurtres, les magistrats demandent toujours une peine qui est la plupart du temps une peine de principe. En cas d'acquittement prononcé par le jury dit populaire, les magistrats siégeant seuls en audience civile condamnent pour se dédouaner le meurtrier acquitté à payer des dédommagements à la famille de la victime. C'est ainsi qu'à Reims, la boulangère vient d'être condamnée 5 jours après son acquittement à verser 175 000 frs de dommages et intérêts à la famille RAFA (cette somme d'ailleurs sera très vraisemblablement versée par le F.N. qui organise une souscription). Quant aux jurés, parachutés dans ce cadre juridique ils appliquent en plus leur grille de valeurs qui accordent bien souvent une grande importance aux normes de la droiture. La décomposition sociale actuelle et ses conséquences idéologiques font le reste ! Ils influent d'ailleurs aujourd'hui la réforme de la procédure pénale qui va reconnaître encore plus le Droit à la légitime défense. Comme on le voit, "avoir confiance en la Justice de son pays" quand on ne possède rien est bien naïf et même crapuleux pour ceux qui professent la défense de notre chère démocratie.

1 - Louis Gruel auteur de "Pardons et châtiments, les jurés français face aux violences criminelles. Nathan, 1991.

Dans le cas de Reims, il y a eu encore de "bonnes âmes charitables" pour dire que juridiquement tout n'était pas fini, ce qui est faux, la seule chose que peuvent espérer les croyants c'est que ce jugement ne soit pas utilisé comme jurisprudence dans d'autres procès de ce type. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, cela ne peut-être d'aucun effet pratique.

Les réactions

Comme c'était prévisible les jeunes du "pont de Vitry" mais aussi d'autres quartiers de la ville ont réagi avec leurs tripes face à l'acquittement et aux violences policières qui ont immédiatement suivies. C'était une question de dignité ! Beaucoup de gens ont trouvé ce procès répugnant et des explications aux réactions tripales des jeunes le week-end suivant tout en ne comprenant pas que ces jeunes s'attaquent à un bus, à l'hyper-marché du quartier (dont l'un des leurs vient de se faire licencier par un des chefs aux propos racistes), aux abris de bus, et aux pompiers venus éteindre un incendie. Sur place, dans le quartier, très rapidement, l'association de harkis, le frère de la victime en lien avec SOS-Racisme, les éducateurs/animateurs... ont essayé en vain de calmer ces jeunes dont beaucoup de mineurs (et certains de la 3e génération), mais ils n'ont plus grand-chose dans leur musette mise à part leur propre reconnaissance par le Maire de Reims, Danielle Mitterand, Emmanuelli... qui ont accepté de les rece-

Dessin emprunté à Rémi, "La Grosse Bertha"

voir et leur ont apporté un soutien autant moral qu'hypocrite, intéressés bien évidemment par le maintien de l'Ordre établi. Ces pompiers professionnels ont renoncé à organiser une manif à Reims, incapables qu'ils étaient de canalyser l'aigreur et la révolte des jeunes (Finalement SOS Racisme a pris l'initiative d'une manif sur Paris qui eut lieu le 22 novembre). Ils s'ensuivit une profonde coupure entre ceux qui espèrent toujours dans les institutions et ceux qui ne comprennent pas qu'on puisse encore y croire. En quelques jours, le mouvement de révolte a fait tâche d'huile dans d'autres quartiers de la ville : bus attaqués, camion brûlé, une mercerie détruite aux cocktails molotov,etc. La direction et les syndicats des Transports Urbains Rémois ont décidé d'un commun accord de supprimer les bus à partir de 18 h 30 et le dimanche 22/11 toute la journée en expliquant que s'ils étaient la cible de ces bandes de jeunes c'était pour 3 raisons : "Les bus sont une cible facile, ils représentent l'ETAT, la société organisée, et s'attaquer à eux induit un impact médiatique considérable" !

Le journal régional l'UNION, qui, pendant le procès, avait couvert correctement l'affaire, a changé de ton... après les éternelles dénonciations des violences gratuites (ils sont moins enclins à le faire lorsqu'il s'agit des paysans), il en vient à parler d'éléments extérieurs au quartier (comme s'il fallait habiter ce quartier pour se sentir concerné et révolté), incontrôlés (et oui les institutions ne peuvent plus faire leur travail), excités, voyous, ne connaissant même pas la victime... pour en arriver à la thèse que ces groupes de jeunes sont en fait manipulés par l'extrême-droite, "infiltrés par quelques provocateurs pas mécontents d'exalter le sentiment d'insécurité et l'amalgame avec l'affaire de la boulangère, pour finalement favoriser l'expression du racisme" tout en soulignant que le Pouvoir ne donne pas à la police tous les moyens pour faire respecter l'ordre.

La stratégie de la tension

Il faut ici, revenir sur cette thèse de la provocation d'extrême-droite qui nous est et nous sera servie au moment des mouvements de révolte qui ne manqueront pas d'éclater ici ou là. La stratégie de la tension est effectivement une de leur stratégie mais dans le cas présent encore faut-il le prouver ! On se dit tout de même mais comment un tel journaliste a pu avoir de telles informations sur son bureau ? EN FAIT CETTE INFO VIENT TRES CERTAINEMENT DE LA POLICE qui demeure être la principale source d'information de ce journal dans la plupart des faits de société. Cette hypothèse semble se confirmer. En effet, depuis quelques jours des bruits les plus fous circulent dans Reims, leur origine semble bien être la police qui par exemple a téléphoné à des commerçants du centre ville afin qu'ils ferment leur boutique ce samedi à 18 h 30 : "Des groupes de skinheads allant tout casser" ! Comme quoi, la "stratégie de la tension" n'est pas le monopole des extrémistes de droite mais bien une pratique de l'ETAT QUAND CELUI-CI N'A PLUS LES RELAIS EFFICACES POUR CANALISER LA REVOLTE. Quant aux provocateurs d'extrême-droite, s'il y en a, ils étaient là pour exciter des petits commerçants et des beaufs qui firent le samedi 21 novembre une manif clairement raciste dans le centre ville et qui ont voulu se rendre au "Pont de Vitry" pour y mener une ratonade.

Depuis le début du procès, l'OCL de Reims est intervenue sur les ondes de pas mal de radios associatives en France et bien évidemment sur Reims afin de décrypter les événements, de donner d'autres explications que le discours ambiant, dans une atmosphère de plus en plus malsaine, une répression policière qui n'en ait certainement qu'à ses débuts et une incompréhension totale de cette révolte dont la source profonde vient de l'exclusion, l'absence totale de tout devenir ; tout en étant conscient qu'il sera très difficile à ces jeunes qui, au grand dam des racistes, ne sont pas tous d'origine maghrébine ("il y a même des blancs !") de construire pour eux-mêmes un espace de vie qui ne soit pas de la survie.

Denis, Reims - le 22 Novembre

BANLIEUE

A la Courneuve, une municipalité communiste de la banlieue parisienne, cinq familles expulsées sur ordre municipal campaient depuis deux mois dans les jardins devant la mairie jusqu'à ce que, début octobre, ordre fut donner de les arroser au jet d'eau à 3 h 30 du matin avant que les CRS ne les fassent sortir du jardin. L'argument du maire : «Ce sont des squatters». Effectivement, occupants sans titre, ils réclamaient un logement avec bail. Depuis, il y a eu la rafle que l'on sait à Vincennes, et peu après, toujours à La Courneuve, ce sont 8 nouvelles familles qui sont expulsées.

Cela porte donc à 13 le nombre des familles de la Courneuve (dont 30 enfants) qui s'ajoutent à la liste des personnes privées du droit d'avoir un logement.

Que propose la mairie, responsable des expulsions ? Une seule proposition a été faite - et tenue - en trois mois : faire intervenir les CRS pour que les familles ne gâchent plus la vue du premier des Courneuviens ! Des associations, dont le DAL, ont fait une lettre au maire (portée par un huissier) lui demandant de réquisitionner un bâtiment car, l'hiver approchant, les conditions de vie devenaient de plus en plus dures. Le maire, pas du tout ému a simplement répondu non.

Quant à la préfecture de région elle a donné sa réponse lors de la deuxième entrevue du 10 novembre : elle ne tolèrera aucune réquisition à La Courneuve. C'est on ne peut plus clair ! Aucune propositions aux familles et à leurs trente enfants.

Un tract rédigé par le DAL et signé par Ruptures et une série d'associations dont une, locale, de femmes, a été distribué, qui appelait à un rassemblement de soutien pour le 5 novembre à 19 h. Il faut bien avouer que ce rassemblement fut un fiasco. Un membre du DAL a fait un discours prêchant le droit au logement devant des convaincus, et il fut annoncé l'entrevue précédemment citée à la préfecture pour le 10 novembre. Nous avons à déplorer qu'aucune réunion n'ait eu lieu avec les familles pour décider d'actions destinées à sensibiliser la population et créer le début, même minime - d'un rapport de force avec les autorités municipales et préfectorales.

Le DAL, le secours catholique, à défaut d'actions de base, négocient par le haut : des tractations sont menées avec la mairie de Drancy pour obtenir un local EDF désaffecté afin d'héberger les expulsés. A l'heure où ces lignes sont écrites, la réponse n'est toujours pas parvenue. (...)

G.P.

(tiré de *Ruptures* mensuel communiste libertaire Ile-de-France, BP 1, 94501 Champigny cedex).

LIVRES

A propos de trois livres de poésie et pour tous les autres

Poèmes (feuilles d'herbes) Walt Whitman (poésie Gallimard, 40F)
Du Canzoniere (choix), Umberto Saba (Orphée La Différence, 40F)
Le crabe violoniste, Pierre Peuchemard, dessins de J. Camacho (Pierre Bordas et fils éditeurs, 100F).

Il est Rosa moins rosa
dit la giboulée qui se réjouit de rafraîchir le vin blanc
en attendant de défoncer les églises un quelconque jour de Pâques
(extrait de "source" dans "je sublime", Benjamin Péret.

A pied, mise à pied, ça piétine ! On n'avance plus, on se pousse, on se bouscule du coude et du coup de poing. Pendant tout ce foutu temps les medias, les baveux, en discutent ; ils discertent sur les infortunes de tous ces "on" qui s'entassent dans les tunnels de chagrin (métro).
Et "on" sait bien que tous ces zélateurs de la pitié penchée sur le pauv'monde ne le prennent quasiment jamais, le tube. Juste là pour mettre un poing sur l'orgue. En avant la zizique — au trot, tout le monde dans les box. Et contentez-vous de ça, sinon regardez donc du côté de la Somalie ou de la Bosnie !
Alors, pour sûr, pas moyen de lire le bouquin acheté au kiosque d'à côté. je ne parle pas de la librairie : le ghetto s'est consolidé - béton -. Dans les rames du métro nous continuons d'effeuiller les rames de papier. De la résistance dans le texte, sauf les jours de grève, naturlisch ! Et vive la grève ! Mais comme on ne peut pas marcher des heures, c'est cuit : il faut s'entasser - Pommes, Poires - haut les cœurs pour la marmelade ! La poisse donc pour vous éveiller l'appétit à des lectures de longue haleine, ce serait mal venu, surtout que les deux grimoires à présenter sont plutôt longs - mais beaux ! Je me contenterais de vous donner leur titre, "La femme des sables" d'Abe Kobo (Stock Cosmopolite). Par luckystrike en pleine lecture, le tube cathodique vous l'envoie in extenso. Donc, j'abandonne et vous précise quand même que les images ça triche.
le second est l'unique roman d'un Grec Nikos Kavvadias aux éditions Climat : "Le Quart" est son titre. Ici, pas d'adaptation. mais sa "musique" plus baroque qu'exotique, rappelle fortement les films de Raoul Ruiz (par exemple "les trois couronnes du matelot"). Des histoires de marin comme on enfile les perles ; des anecdotes venues d'un temps révolu (1954) écrites par un poète qui nous remémore l'Odyssée. A la fois sordides et lumineuses, "crues" (mysogines ?), impitoyables pour nos vernis policés.
Je vous laisse en plan ; pas besoin du critique pour voguer dans ce monde croisé entre Conrad et Schade ("Des êtres se rencontrent et une douce musique s'élève dans leur cœur", ex Champ Libre.
D'ailleurs tous ces indices m'amènent au plan incliné où je voulais vous conduire (doux avantage de l'écrit). En effet pour cette chronique, il m'était temps d'écrire que la poésie est l'urgence de l'imaginaire et donc une plus belle compagne que la littrérature encore que, encore que ! Sur une île déserte, à choisir, j'emporterais plutôt un roman. Pourtant écoutons :
"A pied, le cœur léger, le prend la grand' route,
Bien portant, dégagé, le monde devant moi,
Devant moi le long chemin poudreux conduisant où je veux
Désormais je ne fais plus appel à la chance, c'est moi la chance,
Désormais je ne larmoie plus, ne temporise plus, de rien n'ai besoin
Finis les salades du coin du feu, les bouquins, les critiques chagrines,
Vigoureux et content j'arpente la grand' route"
Walt Whitman, extrait de Chant de la grand'route. (1819-1892)

Un autre répond "à ta mort tu m'as laissé en cadeau
Une fiasque de vin vieux et ta pipe
Je la fumerai aux heures lourdes
De souvenirs en pensant à la douceur
Qui émanait de toit quand vivre
Te devint impossible
Ce vin
Enivrera une larme dans les yeux
De ton frère, étranger en Amérique,
quando ritornera -à son retour-"
"Alberto", extrait de choses dernières, Umberto Saba (1883-1957).

Lire un roman est une chose aisée, permise par le pouvoir. Ca se lit dans n'importe quelle position. On n'est plus soi, déjà un(e) autre, aspiré(e), transporté(e). Mais prendre un livre de poème et entrer dedans ! Une fois que vous avez trouvé la parole du poète (et ce n'est pas certain à chaque fois -) heureusement !) il s'avère indispensable de faire effraction chez soi-même.
Qu'est ce que les mots veulent dire ?
Déjà comprendre que si souvent on parle pour dire, pour combler le vide, incapable de supporter l'espace habité entre deux êtres qui se parlent.
Pour le plaisir :
"L'eau rame, rit, rue. c'est un ruisseau violent. Il charrie l'ombre et les petits cadavres de chaque jour, nombreux et consentants. l'eau de mort les emporte vers l'eau de d'oubli, la mer. C'est assez loin, tout ça, pour de petits cadavres. ils finiront le plus souvent pris dans quelque racine et pourriront doucement. Et quand la petite viendra se faire embrasser sur la berge et qu'elle se penchera pour refaire sa coiffure, il faudra bien qu'elle les voie, un peu. (Pierre Peuchemard)

écrit un jour de grève à la RATP - nov. 92
J.-P. Sauzon

Fédéralisme et Europe

Myriam Geay
Impressions libertaires, Limoges, 1992.

Face à une construction européenne capitaliste, le fédéralisme intégral rejette le pouvoir massificateur de l'Etat et opte pour la liberté et la responsabilité de la personne comme éléments de base. A cette fin, Myriam Geay associe les théories proudhoniennes, le régionalisme et le personnalisme. Cette composition, selon l'auteur, se propose de relever le défi de la construction européenne. Mais, à ce débat, programmé et orchestré par nos gouvernants, pourquoi ne pas opposer une réflexion plus large, brisant les frontières sud de l'Europe ? Les révolutionnaires seront-ils toujours d'indécrottables européano-centristes ?

Hugues - Reims

Dockers : jusqu'au bout !

Nous avons présenté dans le numéro d'octobre, la réforme de la manutention portuaire en France et ses deux principaux objectifs : diminuer la force de travail d'au moins 50 % et augmenter la productivité de ceux qui restent en payant le même prix un nombre d'heures de travail singulièrement accru. Quel est aujourd'hui l'état d'application de la réforme ?

Après le vote de la loi du 9 juin 1992 réformant la profession de docker, le gouvernement avait laissé aux partenaires sociaux (syndicats de dockers, CGT d'une part, entreprises de manutention de l'autre) le soin de négocier localement la mise en œuvre de la réforme. Ils avaient jusqu'au 15 juillet pour fixer le nombre de ceux qui partiraient et pour préciser les conditions d'emploi de ceux qui resteraient, la majorité en qualité de salariés des entreprises de manutention, une minorité conservant le statut des travailleurs intermittents à la journée.

Désordre et confusion

L'ultimatum du 15 juillet était assorti d'une sanction très sévère : en l'absence d'accord local, le gouvernement ne payerait pas sa part, soit 50 % du plan social (pré-retraite, congés de conversion). Allant bien au-delà de la loi et ajoutant arbitrairement des contraintes aux négociateurs locaux, le même gouvernement fixait les conditions à respecter par les accords locaux pour qu'il les agrée.

Tant et si bien que l'ultimatum du 15 juillet allait se retrouver triplement caduc : dans certains ports, la négociation avait échoué, voire pas commencé, c'était le cas à Marseille, St Malo, Lorient... dans d'autres, les accords signés à la va-vite avant la date butoir ne remplissaient pas les conditions fixées par le ministre : tel était le cas au Havre, à St Nazaire ; dans d'autres enfin (Bordeaux, La Pallice, Bayonne), la CGT dénonçait sa signature après l'avoir donnée.

Bref, ça faisait désordre et le ministre fixait un nouvel ultimatum au 31 octobre, toujours assorti de la même menace financière : «Si vous signez ce que je veux, je paye, sinon rien.» Les néo-sociaux-démocrates qui nous gouvernent, tout bardés de sociologie foireuse appelle ça : «Laisser de la liberté au champ contractuel.» En clair : «Vous avez le choix des armes de votre propre destruction.»

Mais si la situation était confuse, cela traduisait surtout un flottement de la Fédération des Ports et Docks CGT, qui après avoir mené l'action pendant huit mois contre la loi et ses objectifs essuyait une première défaite stratégique : le statut des dockers était modifié, la loi était en vigueur. Elle n'avait plus de perspective, de nombreux syndicats locaux étaient désorientés et dans plusieurs petits ports se retrouvaient sans leurs dirigeants partis en pré-retraite. La seconde défaite stratégique était l'acceptation de négociations locales, la grande force de la Fédération ayant toujours été son extrême centralisation, la démocratie interne dût-elle en souffrir...

L'attention allait alors se concentrer sur Marseille, premier port de France où travaillent un quart des dockers du pays. En effet, des négociations allaient enfin s'ouvrir peu avant l'ultimatum du 31 octobre. Un texte de 30 pages qui n'était pas, à proprement parler un protocole d'accord puisqu'il était assorti d'une lettre commune de négociateurs indiquant qu'au terme de la négociation ils restaient en désaccord sur plusieurs points concernant les conditions de travail, était distribué à tous les dockers pour qu'ils le lisent et en débattent avant un vote à bulletin secret fixé au 9 novembre. Après avoir distribué ce texte, la CGT était restée silencieuse et probablement divisée pendant toute la semaine précédant le vote. Au dernier moment, elle appelait à voter "Non". Le résultat du vote est connu : 72 % des suffrages exprimés pour le "non", plus de 60 % par rapport aux inscrits.

Ce vote est une addition de refus : refus de la loi elle-même et de ses principes, refus des conditions de travail imposées à ceux qui restent en termes de flexibilité maximum, de polyvalence et d'accroissement des horaires de travail à salaire égal, refus de la division : ceux qui veulent partir dans de bonnes conditions financières devraient le faire "sur le dos" de ceux qui restent en avalisant la flexibilité, la polyvalence et la diminution du salaire horaire, refus du principe du plan social : chacun ici connait des salariés qui sont partis le sourire aux lèvres avec un chèque de 200 000 F ou 300 000 F en poche, qui ont beaucoup galéré et qui se retrouvent au RMI 5 ans plus tard.

Pour la CGT, ce vote marque une acceptation de la loi et de ses conséquences concrètes : 788 départs, 900 mensualisés et 338 intermittents et un refus de certains dispositions concernant l'organisation du travail et les horaires. Visions singulièrement réductrices de la réalité.

Marseille bien seul...

En fait, ce vote traduit une révolte bien plus profonde contre le règne de l'argent, contre les manipulations médiatiques (les dockers marseillais sont présentés dans la France entière comme des jusqu'auboutistes irresponsables) contre l'arrogance patronale et contre une forme bien nette de haine de classe dont le ton est donné par *Le Monde*.

On peut regretter que seuls les dockers de Marseille et Fos aient eu à voter sur un texte qu'ils avaient eu le temps de lire, car si d'autres avaient pu le faire dans d'autres ports, la réforme Le Drian/Josselin serait bien plus mal en point qu'elle ne l'est et la CGT ne devrait pas déployer des trésors d'habileté pour étouffer une profonde résistance.

A moins que le grain de sable marseillais n'enraye la mécanique réformiste...

Marseille - 23/11/92

Riz pour la Somalie

En octobre, les ministres de la santé et de l'éducation nationale annoncent à grands renforts médiatiques, le lancement de l'opération «Riz pour la Somalie» prévue pour le 20 octobre dans le cadre de la journée tiers-monde dans les écoles. Cette opération, focalisée sur la Somalie, est épaulée par l'UNICEF, la Poste (qui avait, pour l'occasion, distribué 175 000 sacs postaux et affrété des camions pour le transport jusqu'aux gares) et la SNCF qui acheminerait le tout sur Marseille.

Le message lancé par nos deux chevaliers de la générosité institutionnelle devait sensibiliser les enfants à l'aide humanitaire et à la solidarité. Pour ce faire ils n'ont pas failli à l'habituelle campagne misérabiliste de tout un courant de la gauche humaniste et bêlante qui essaie de nous culpabiliser sur la question de la famine. L'affiche de la campagne (un enfant somalien de 8kg à côté d'un kg de riz) fut à l'image du contenu réducteur donné à cette journée : «6 à 10 000 tonnes de riz collectés le 20 octobre pourront nourrir pendant un à deux mois tous les enfants somaliens victimes de la famine», dixit M. Kouchner sur *France 2*. C'est à ce titre-là que les parents, les instits, les profs, sans recul ni esprit critique (mise à part une infime minorité, perplexe quant à la valeur éducative de cette opération) se sont fait le relais de cette campagne, et ont fini par faire croire aux enfants qu'il suffisait d'apporter son tribu pour soulager la détresse d'un enfant somalien en proie à la faim. Qui aurait laissé, dans ce contexte, son enfant aller à l'école sans son paquet de riz, au risque de se faire «montrer du doigt» ?

* les plaquettes protéinées envoyées furent retrouvées en grosses quantités sur les marchés d'Agadès ou de Mauritanie.

Générosité limitée de l'Etat

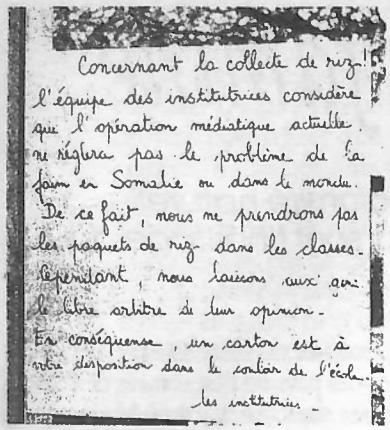
Cette opération, portée lourdement par les médias, s'annonçait comme une grande réussite et elle le fut. 8000 tonnes de riz «récoltées» dans les écoles, mélangées sans vergogne dans des sac postaux sans soucis des diverses qualités et de leur différent temps de cuisson. Premier "hic", 40 % du produit de l'opération n'a pas été extrait de ses emballages, selon la Croix Rouge, ce qui eut pour effet de retarder les embarquements.

Notre ministre de la santé n'hésita d'ailleurs pas à demander l'aide de l'armée pour aider au déchargement. Nos bons socialistes ayant, depuis 12 ans de pouvoir, toujours œuvré à la réconciliation du peuple et de l'armée, cela faisait d'une pierre deux coup en plaçant la grande muette en position de rouage indispensable à la solidarité !

Mais, ces scrupules sur le mélange des riz étaient bien inutiles, nous rappelle la presse ; car de toutes les façons « il serait cuit dans d'immenses tambouilles, mélangé à des haricots et à de l'huile ». Bonjour la bouillie ! Haricots et huiles qui font déjà partie du flot de vivres qui encombrent le port de Mogadiscio. La logistique manquant pour distribuer cette aide, les chemins empruntés si tortueux, la manne tant attendue est, comme dans bien des cas, détournée pour servir ceux qui n'en ont pas besoin. Les histoires d'aides détournées sont nombreuses : souvenons-nous des grandes opérations humanitaires telles «Sahel 84» * ou «Ethiopie», pour ne parler que des plus connues et des plus importantes. La pratique habituelle consiste à vendre au moins une bonne moitié des céréales reçues afin d'en payer le transport.

En Somalie, les diverses factions qui se livrent une guerre acharnée sont les vrais bénéficiaires de l'aide alimentaire qu'ils pillent et dont elles se servent comme arme contre les populations locales obligées de fuir leur lieu d'habitation.

L'association «peuples solidaires» souligne «le poids des responsabilités des acteurs sur le terrain et des acteurs de la diplomatie qui ont laissé pourrir une situation que l'on savait explosive. Car la communauté internationale prouve tous les jours son incapacité à arrêter le conflit somalien». En nous présentant les enfants de Somalie comme un ensemble de bouches ouvertes attendant qu'une main généreuse leur jette de la nourriture, nos deux ministres à l'humanisme bien-pensant, camouflent des réalités politiques et économiques ; d'autant que certains Etats africains, tel le Sénégal, commen-


Concernant la collecte de riz !
l'équipe des institutrices considère que l'opération médiatique actuelle ne réglera pas le problème de la faim en Somalie ou dans le monde.
De ce fait, nous ne prendrons pas les paquets de riz dans les classes.
Cependant, nous laissons aux enfants le libre arbitre de leur opinion.
En conséquence, un carton est à votre disposition dans le couloir de l'école.
Les institutrices.

Texte affiché par le personnel enseignant à l'entrée d'une école de Bordeaux.

çaient à donner de la voie contre l'aide accordée aux pays de l'Est "en voie de démocratisation" au détriment des pays "en voie de développement". Ce genre d'opération s'avère d'un précieux secours pour les tenant du système et leur permet de se dédouaner.

Une opération politicienne

Il va de soi que même si Kouchner et Lang ne sont pas récompensés de leurs efforts lors des prochaines élections, ils auront contribué à faire de «l'humanitaire» un mode de pensée, un passage obligé pour nous faire avaler l'inacceptable. Ce même Kouchner qui se promène partout dans le monde avec sa «politique d'ingérence humanitaire», flanqué pour la Somalie d'un P. Bruel pour sensibiliser l'opinion publique (les jeunes surtout) et qui, en France multiplie les attaques contre le secteur sanitaire et social en raisonnant en terme de marché et de stratégie d'entreprise, nous menant tout droit vers une politique de santé à deux vitesses.

Cette idéologie humaniste représente aujourd'hui l'œuf de C. Colomb. On soulage les consciences en envoyant du riz et dans le même temps on continue à exporter les produits dangereux interdits en Europe, tels les produits pharmaceutiques (cf. CA n°20) ou même le tabac, dont les marchés se restreignent dans les pays développés et partent à la conquête des populations du tiers monde et y font des ravages... avec des cigarettes encore plus chargées en goudron et nicotine et un déferlement de publicité. Quant ce n'est l'Italie qui vient de signer un marché pour envoyer des déchets en Somalie.

La dépolitisation organisée permet que sans cesse, notre vie soit jonchée de «journées spectacles» qui mettent en scène les plus démunis, où le cœur est mis en exergue et la raison au placard. Du Téléthon où l'on ne retient que la détresse de l'individu, à la Somalie avec ses ventres vides, on trouve surtout une volonté acharnée de ne pas poser les vrais problèmes.

L'ordre moral est tellement puissant aujourd'hui, et l'amalgame organisé, qu'on a réussi à rendre responsable chacun d'entre nous du malheur de la planète. La couche d'ozone, c'est parce qu'on utilise des aérosols ; la famine, c'est parce qu'on consomme trop ; la guerre est vécue comme épiphénomène dont on peut se soulager en accueillant des familles bosniaques... Surtout aucun lien ne doit être fait qui permette d'analyser que tout cela découle d'une seule et même logique : le capitalisme. Comment, par exemple, expliquer que la Poste et la SNCF se chargent du transport du riz pour la Somalie, et que, parallèlement elles emploient des milliers de CES qui vont se retrouver à négocier leur propre survie ?

Caen le 17.11.92

Sur un kilo de riz d'une valeur de 9 francs, l'Etat empoche au passage 4,47 F de taxes d'importation, et les intermédiaires 3,03 F. Devant le scandale que cela suscitait dans l'opinion, Mitterrand s'est engagé à reverser les sommes de l'Etat aux organisations non gouvernementales.

«OPERATION ELECTORALISTE POLITICIENNE»

Quand le politique patauge dans la vase et le sang, l'humanitaire lui sert d'artifice revalorisant. De Sarajevo à Mogadiscio, sans vergogne, les vampires capitalistes saignent la planète. La politique humanitaire est deshumanisée par ceux qui l'exhibent. Erigé en spectacle consommable, dissout par les politiciens, l'humanitaire devient LE politique. Kouchner l'arriviste, ex stalino maoïste aujourd'hui recyclé, mais sans garanti d'avenir, autour du PS, s'est drapé d'humanitarisme et donne dans la sinistre comédie.

Ce ministre de la Santé qui, des USA, gerbe sur ses petits copains englués dans les affaires, veut nous faire croire que la France toujours présente, soigne, panse et soulage dans la mesure de ses moyens politico-économiques. Il veut ainsi redorer le blason d'un monde politique en décomposition ; un Kouchner en humanitaire ce sont quelque points supplémentaires à l'IFOP ou à la SOFRES dans la course à la popularité. Il fait vibrer les cordes sensibles avec l'arrière pensée de remplir les urnes, un appel à l'émotion qui se confond avec les bulletins de vote aux prochaines législatives pour lui garantir une élection. Ce Kouchner qui aujourd'hui utilise et fait pression sur nos enfants à coups de reportages choisis, d'images et de photos ciblées est ce sinistre individu, représentant d'une bourgeoisie bien-pensante qui, voici peu, n'hésita pas à appeler de tout cœur à une opération militaire de l'Occident au nom du "Droit international". Opération "Tempête du désert" qui allait coûter très cher au peuple irakien et qui, avec l'embargo encore en vigueur à ce jour continue à affamer la population. Ce défenseur des droits de l'Homme allait, avec ses alliés démocrates, envoyer les Kurdes au massacre contre S. Hussein et les abandonner ensuite. Aujourd'hui, ni lui ni ses amis ne soufflent mots sur ceux qui croupissent dans les camps humanitaires où sur ceux qui se font massacrer par l'armée turque de l'autre côté des frontières.

Avec des campagnes de ce types, les représentants de la bourgeoisie essaient de se redonner une virginité et de nous anesthésier contre d'éventuelles ripostes aux coups qu'elle nous porte : chômage, licenciements massifs, expulsons en nombre...

Ces opérations d'aide d'urgence montées en épingle pour des besoins politiciens restent insuffisants pour les besoins des populations concernées. Cela apaisera des consciences en occident mais ne règlera en rien le problème de la famine. En Somalie c'est la guerre qui est la cause de la famine. Et cette guerre, comme toutes celles qui ravagent la planète, arrange bien les affaires de la bourgeoisie internationale dont Kouchner est un fervent défenseur.

MZ - 15 nov. 92

Somalie : les causes de la famine

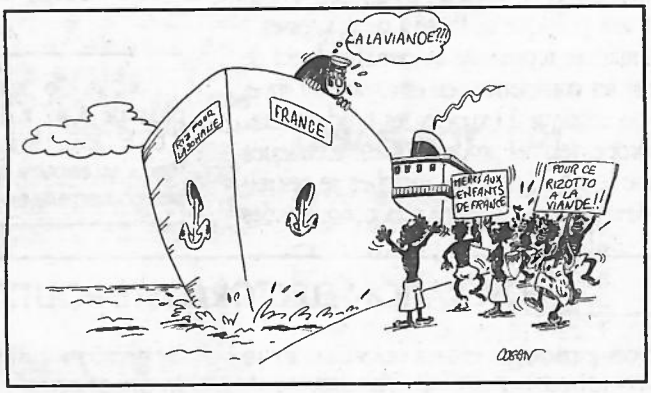
La famine qui tue en Somalie n'est en rien dûe à une calamité naturelle. Elle est la conséquence de la guerre entre des clans qui sont l'héritage du colonialisme.

De la guerre froide...

1969 : Le général M. Siad Barré renverse par un coup d'Etat le régime parlementaire et corrompu en place. Les américains décident d'arrêter leur aide se souvenant alors que le pays ne respectait pas l'embargo imposé au peuple vietnamien.

1975 : le général se déclare marxiste et fait de la Somalie un état du même nom. Des facilités sont accordées à l'URSS qui, dans le contexte de l'affrontement des blocs est-ouest, installe des bases et fournit aide et assistance à ce "pays frère". L'URSS pousse ainsi un domino de plus dans cette zone stratégique entre la Mer Rouge et l'Océan Indien, la route par excellence des pétroliers.

1977 : L'URSS lui préfère l'Ethiopie, pays voisin de la Somalie qui vient de rompre avec les USA et devient aussi un "pays frère" de l'Union soviétique. Redevenu "pays libre", la Somalie voit revenir les Américains avec "ses aides et ses conseillers".



1991 : Le dictateur tombe et les Américains, une fois l'empire stalinien effondré, se désintéresse du pays et se retirent : l'opération "Tempête du désert" contre l'Irak leur permet une implantation plus proche des puits de pétrole, en Arabie saoudite. Siad Barré trouve refuse à l'étranger.

...à la guerre de clans

Les divisions, les haines entre groupes rivaux qui s'affrontent aujourd'hui, sont le résultat des découpages du pays par le colonialisme. Dès le XIXème siècle les européens se partagent la Somalie. Une Somalie britannique, une italienne, Djibouti à la France, l'Ogaden à l'Ethiopie (alors italienne) et une région intégrée au Kenya (alors britannique).

Déjà, pour les besoins on déplace les populations. Les Européens surent utiliser les divisions et en créer d'autres pour briser une résistance devenue trop forte, ou pour contrer l'influence du colonialisme concurrent. Diviser pour mieux régner était leur seul point commun : utiliser au gré des intérêts du moment tel leader local contre tel autre. En 1960 la Somalie devient indépendante par la réunification des parties britanniques et italiennes. S'instaure alors un régime parlementaire avec une vingtaine de partis représentés ; dix ans plus tard on en compte plus d'une soixantaine.

La guerre avant la famine

A l'exemple des occidentaux le camarade général Siad Barré a dû diviser pour mieux régner. La légitimité que lui offrait le pouvoir lui a permis d'exterminer 12 % de la population sous l'œil indifférent des pays de l'Est comme de l'Ouest, en jouant sur la division des clans. Ainsi, il a pu bloquer toute solution sur le long terme. Surarmé par les différentes puissances qui se sont succédées au long de son histoire sur son territoire, la Somalie ne pouvait qu'être une poudrière. On peut voir les enfants de Mogadiscio exhiber devant les caméras des M16 américains ou des fusils soviétiques avant d'aller s'entretuer avec.

Dans une telle situation ce n'est pas la famine qui tue mais la guerre des clans.

Voici peu, la Somalie avait des ressources pour nourrir sa population et était même exportatrice vers le Kenya ou le Mozambique. La guerre s'intensifiant, les clans ont fait main basse sur les campagnes. Fuyant cette insécurité, paysans et populations rurales abandonnent alors les terres qu'ils cultivaient et qui les nourrisaient. Le cycle de la famine commence et la nourriture devient alors une arme de pouvoir pour qui la possède. Cette famine sans cause naturelle est la conséquence des enjeux hérités du passé entre les grande puissances. Grandes puissances qui n'ont pas voulu intervenir dès le début : il a fallu les pressions et récriminations des pays africains et autres contre les occidentaux pour qu'elles se décident via l'ONU à aider les Somaliens. Les gouvernements riverains de la Somalie ne comprenaient pas le pourquoi de toute l'agitation, de la hâte et des moyens pour la Yougoslavie, de la part des européens, et le peu d'empressement vis-à-vis du drame somalien. Ils y voyaient l'illustration politique du désintérêt de l'Afrique au profit des pays de l'Est...

MZ.

Alors qu'il y en a pour tous...

La dernière enquête de la FAO révèle que 780 millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde. 13 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année des suites directes de la faim, de malnutrition ou d'infestions. 2 milliards d'habitants souffrent de carences en vitamines et en minéraux. 500 millions d'enfants deviennent partiellement ou totalement aveugles en raison de ces carences.

Solidarité à l'italienne

Les entreprises italiennes ont construit deux incinérateurs en Somalie pour traiter dans un premier temps deux chargements de 500 000 tonnes de déchets. Le profit réalisé devrait dépasser les 15 millions de francs. Les bateaux qui seront envoyés là-bas ne contiendront pas de bouffe mais des déchets toxiques. Au point où en sont les populations somaliennes, qui s'en soucie ?

SUISSE

La fin du "sonderfall Schweiz" (cas suisse)

Si l'issue des débats politiques en Suisse autour de la question européenne est encore loin d'àtre tranchée, une chose est certaine: cette Suisse isolée et fiäre de l'être, repliée sur ses vaches, sa neutralité, sa démocratie directe, son quadri-linguisme, son conservatisme à tous crins, ses banques et son armée, cette Suisse-là a vécu. Dans le régime permanent d'union nationale (intégration de l'ensemble des partis à l'appareil d'Etat au prorata de leur score électoral) que la Suisse connaît depuis les années trente et qui lui a procuré cette vie politique si ennuyeuse que seule une minorité d'électeurs et d'électrices daigne encore se déplacer aux urnes, la question européenne ouvre des lignes de fracture nouvelles et décisives.

Si après bien des hésitations un camp du oui à l'Europe s'est constitué autour du grand capital (banques et industrie d'exportation) et de ses satellites, appuyé par le parti socialiste et les syndicats qui voient dans l'Europe un "rattrapage social" possible, le tout constituant une majorité politique au parlement, ceux qui ont tout à perdre du marché unique s'organisent. Leur base sociale, c'est les moyennes et petites entreprises produisant pour le marché intérieur, la paysannerie (menacée de perdre les protections douanières et les subventions dont elle bénéficiait), ainsi que les propagateurs traditionnels de la "suissitude" que l'on trouve à l'extrême-droite de l'échiquier politique.

Le "oui" du grand capital

Dans la balance du commerce extérieur suisse, la part des échanges avec la CEE est prépondérante. Pour toute l'industrie suisse d'exportation (chimie, machines, nouvelles technologies) la simple idée de se trouver confrontée à des barrières douanières protectionnistes que l'Europe unie dresserait à ses frontières extérieures est inacceptable. Elle menace d'accélérer la délocalisation de ses sites de production hors frontières dans ce cas de figure. Il en va de même de la place financière suisse, qui se voit menacée par la concurrence accrue du Luxembourg ou de Londres, tout en perdant certaines rentes de situation (commerce de l'or soviétique ou sud-africain, affaiblissement du secret bancaire sous pression nord-américaine etc.). Vu le poids politique direct et indirect de ce bloc dominant, il est probable qu'il réussira finalement à imposer et l'Espace économique européen (EEE) et l'adhésion formelle à la Communauté (CEE), malgré la défection probable elle-aussi de larges pans de ses alliés traditionnels (PME, paysans et leurs représentations politiques).

Le "oui" social-démocrate

Pour le Parti socialiste suisse (PSS) et les syndicats (USS), il s'agit d'une extension cohérente de leur logique politique. Ayant toujours cherché à contourner l'établissement de rapports de force en faisant intervenir l'Etat et les marchandages qu'ils peuvent y faire avec leurs partenaires bourgeois il voient essentiellement dans l'échéance européenne l'occasion de sortir la Suisse de son Moyen-Age social (couverture sociale, droits syndicaux, droit du travail, égalité des sexes etc.) et d'imposer à la bourgeoisie la plus bête du monde via Bruxelles les concessions qu'ils n'ont pu arracher dans les 20 dernières années. A relever tout-de-même le virage à gauche verbal de la nouvelle direction du PSS (Bodenmann, ex-extrême-gauche) en direction des mouvements sociaux, dont il y a fort à craindre qu'elle ne représente rien de plus qu'une opération cosmétique destinée en réalité à reconduire le double rôle du PS, à la fois parti de gouvernement et parti d'opposition, en calmant la base militante du PS, nettement plus à gauche que l'appareil ou les élus. Du côté des syndicats, une bataille s'annonce entre les franges les plus "à gauche" de l'appareil syndical (chimie et bâtiment) et la droite syndicale traditionnelle (métallurgie et horlogerie). Une victoire de l'offensive actuelle de la première garantirait une adéquation entre la nouvelle direction du PSS et "ses" syndicats, mais pourrait aussi ouvrir des espaces à des pratiques syndicales de rupture (qui auraient alors à s'affronter avec cette même bureaucratie "de gauche").

Les anti-européens

Donc un face à face entre une majorité "progressiste" de la classe politique, incluant la gauche institutionnelle, et un refus conservateur qui voit se dessiner l'alliance de l'extrême-droite et d'une nouvelle droite populiste dans une opposition de droite à l'Europe. Il est à craindre que, de cette opposition conservatrice à l'Europe, de cette affirmation sans nuances de l'identité nationale surgisse à l'échelle suisse un phénomène de droite populiste "musclée" sur le mode de ce que connaît la France avec Le Pen, ou de ce qui est en train de naître en Allemagne réunifiée, avec la croissance exponentielle de l'extrême-droite "cogneuse" et "parlementaire" (Républicains ou Union du Peuple allemand). La scission de fait qui est en train de se produire au sein des fractions les plus à droite des partis bourgeois (Union Démocratique du Centre et Parti Radical-Démocratique) risque en effet de donner à un pôle nouveau de convergence extrême-droite/droite populiste les cadres politiques qui ont fait défaut jusqu'ici à l'extrême-droite traditionnelle.

Le cadre organisationnel de cette convergence est fourni par l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) du représentant de l'Union démocratique du centre zurichoise au parlement fédéral Christophe Blocher, industriel de la chimie et spéculateur financier. Cette machine de guerre

anti-européenne se profile de plus en plus comme fer de lance d'une opposition populiste de droite, ancrée à la fois dans les franges les plus droitières des partis bourgeois institutionnels, mais aussi à l'extrême-droite, de la Ligue des tessinois (calquée en Suisse italienne sur les ligues qui ébranlent le monde politique italien) au Parti des automobilistes, en passant par les xénophobes traditionnels de l'ex-Action nationale (rebaptisée Démocrates suisses -DS-).

Un terrain miné...

Face à cette conjoncture qui laisse peu de place à un non autre que celui de la droite populiste, les verts hésitent entre un non de principe (articulé notamment autour des conséquences en termes de trafic de marchandises du grand marché commun européen) et un "oui, mais" réaliste (il vaut mieux adhérer à la Communauté européenne pour peser sur les décisions qu'être à l'extérieur et soumis de toutes façons aux pressions à l'adaptation, que ce soit en termes de trafic de transit, de normes diverses, ou de barrières douanières ou assimilées.

Le problème n'est pas fondamentalement différent pour ce qui reste de la gauche révolutionnaire ou même des libertaires. La récente campagne sur l'adhésion au FMI et à la Banque Mondiale a montré que l'espace politique pour un non solidaire, de gauche est pour le moins restreint et que toute campagne en ce sens risque finalement de favoriser l'émergence de ce pôle de droite populiste dont il était question ci-dessus. C'est ce qui fait pencher la discussion, au moins au sein de l'OSL vers une campagne d'abstention active, qui viserait plus l'explication des conséquences d'une adhésion (comme d'une non-adhésion), tout en soulignant que la Suisse, qu'elle soit formellement membre du club européen ou non, subira de plein fouet les conséquences de la construction de l'Europe aux plans économique et politique. Les perspectives qui s'ouvrent à ce niveau-là sont donc l'intensification des contacts européens des divers mouvements de résistance et des structures syndicales ou para-syndicales de combat, sachant que, avec ou sans adhésion, nous serons confrontés aux échéances que nous impose la construction européenne.

Les tâches de la gauche

Pour les libertaires et la gauche révolutionnaire en général, l'enjeu de la période qui s'ouvre est de savoir si c'est la droite populiste et nationaliste qui pourra capitaliser les mécontentements populaires (notamment de la paysannerie, mais aussi des locataires frappés de plein fouet par l'adaptation des taux hypothécaires au niveau européen) ou des chômeurs et précaires exclus de toute garantie de l'emploi au nom de la capacité de concurrence de l'économie suisse sur le plan mondial et européen. En effet, soit les gens trouvent des perspectives de résistance et des victoires partielles en s'auto-organisant autour des conséquences immédiates pour eux de cette pression européenne, soit il seront de plus en plus sensibles aux sirènes de la droite populiste et de l'extrême-droite, seul recours crédible face à l'effondrement de leur monde et de leur cadres de référence, dans un univers de plus en plus intégré (mondialisation de l'économie, construction européenne, crise structurelle du capital).

En tous cas, nos tâches sont claires: faire en sorte que les exclus ne soient pas récupérés par le populisme de droite en développant en direction de ces couches un travail politique clair et efficace, ferment d'auto-organisation, de solidarité et de résistance collective. Si nous cédons le terrain, ce sont les tenants du "modernisme" néo-libéral et les chantres passéistes du nationalisme de papa qui tirerons les marrons du feu européen...

Mark Haldimann, OSL

ESPAGNE

Toutes les crises ne sont pas économiques !

Le problème ne consiste pas à faire l'analyse de sa situation et dire que la faute en incombe ou non au gouvernement et aux patrons. Nous savons que c'est ainsi et cela durera toujours - même si nous relativisons -, aussi longtemps que la propriété des biens etles décisions économiques seront entre leurs mains. Le problème réel est que la réponse immédiate qui sort de chaque bouche est " Nous vivons une situation de crise absolue !"

La réponse paraît rapide, claire, et unanime mais elle est douteuse. Je ne sais pas bien pourquoi mais depuis cet été, nous les Espagnols sommes en train sommes en train de recevoir un message, consistant à dire qu'arrive, ou est dejà arrivé, un loup féroce: la crise économique. Même l'opposition le voit venir, alors que d'habitude, elle n'existe et ne se contente qu'en disant le contraire de ce que peut dire le gouvernement. Il est réellement dangereux d'affirmer qu'en Espagne, actuellement, nous sommes en crise et voici pourquoi :

- les chiffres du chômage augmentent (17,5 % en août dernier soit le 3e taux de la CEE)
- les bénéfices des entreprises - mis à part les les banques - se réduisent,
- les emplois précaires augmentent
- l'inflation cette année tourneré qutour de 7 %
- les salaires des fonctionnaires vont moins augmenter que l'indice des prix. C'est-à-dire que tous les indicateurs économiques s'affolent.

Par contre, les conflits dans les entreprises ont diminué, si nous prenons comme référence, le total annuel des heures perdues pour cause de grève. Conclusion : le travailleur se plaint moins. A partir de là, quelque chose m'échappe. Ou l'axiome, indiquant que lorsqu'on a le ventre vide on se bat jusqu'au bout, est un mensonge, ou alors il est faux de dire que l'estomac est vide et nous le remplissons différemment.

L'Etat, les partis et les syndicats Cela fait plus de 25 ans que le mouvement syndical espagnol s'est construit de connivence avec les mouvements politiques. Avec l'arrivée de la démocratie, ils ont du se restructurer, et aboutir logiquement à un partage des rôles entre partis et syndicats, qui eux ne se référent qu'à l'action. Il est donc normal que dans les antichambres des syndicats les intérêts des partis politiques soient sur-représentés. De ces intérêts convergents, entre le PSOE et l'UGT d'une part, et le PCE et les Commissions ouvrières d'autre part, sont apparues une séries de lois et d'accords (ANE, pacte de la Moncloa, AMI) qui peu à peu nous ont habitué à laisser entre les mains des dirigeants, l'initiative de nos mobilisations. Ces échanges de bons procédés et d'appuis mutuels permettent aux deux syndicats majoritaires de vivre, par l'intermédiaire d'aides financières importantes, allouées par l'Etat à titre de récompense, pour l'action de contrôle qu'ils exercent sur la dynamique de lutte des travailleurs (Je parle de la période allant de 1980 à nos jours). La conséquences de cette situation syndicale est la faiblesse des autres syndicats (qui en dehors de leur radicalisme) pourraient agir réellement en fonction des intérêts des travailleurs et non pas en fonction des leurs.

De cette situation découle un désenchantement ou manque de spontanéité dans l'action des travailleurs, qui tendent à trouver des solutions de type "chacun pour soi". Cette situation est aussi favorisée par la "découverte" récente d'une économie souterraine occulte. Son rôle dans notre pays est essentiel pour comprendre comment des ouvriers licenciés au moment de la fermeture de leurs entreprises et qui ont protesté énergiquement, s'incrivent au chômage et vivent - théoriquement - pendant des années, sans travailler pour nombre d'entre eux, avec des indemnités très inférieures à leurs salaires antérieurs.

Ce phénomène s'oblserve facilement en comparant les statistiques de l'Enquête sur la population active et celles de INEM (l'équivalent de l'ANPE). Ces chiffres ne coïncident jamais.

Il est donc évident qu'une partie importante de la population active espagnole, après un licenciement, continue de produire tout en restant officiellement au chômage.

Les partis politiques utilisent d'ailleurs cette crise pour nous "vendre" leurs recettes permettant de solutionner ce problème. Vu de l'extérieur, c'est assez savoureux, puisqu'ils estiment mutuellement, que la crise est due uniquement à la mise en application des thèses du parti adverse. Ce qui est sûr, c'est que pour nous, qui nous situons dans une pensée de gauche, en dehors de tout intérêt partisan et qui sommes tous les jours au contact du monde du travail en tant qu'ouvriers et syndicalistes nous observons deux choses.

La classe ouvrière démobilisée ?

D'une part nos compagnons éprouvent une grande difficulté à prendre en compte que, tous, nous avons un rôle à jouer dans la société et que nous pouvons agir pour éviter que

la crise dont on nous accable ne nous recouvre pas un peu plus. Il est de plus en plus difficile d'impulser des mouvements généraux de solidarité avec les travailleurs touchés par des difficultés économiques.

Parallèlement on assiste à un décharge de responsabilités sur des instances officielles, et à une "sensibilité" par rapport à des problèmes raciaux ou de violence en dehors de nos frontières, va en augmentant. Je ne crois pas que la véritable crise en Espagne est là, mais nous nous sommes fait berner par les Jeux Olympiques et l'Expo universelle. Nous avons commencé à croire que nous sommes un pays sérieux qui pourrait devenir les USA avec un gouvernement social-démocrate. Et, bien sûr, pour cela, on nous dit que chacun doit s'occuper de soi, et laisser entre des mains expertes (politiques, fonctionnaires, ministres) le fonctionnement de la nation. On nous demande de beaucoup travailler, d'économiser, de discuter le minimum et de respecter les décisions de ceux qui savent.

Le rêve européen...

D'autre part, la récession économique, la crise, n'est pas une chose nouvelle pour l'Espagnol moyen qui a plus de 30 ans. Il a déjà vécu "la crise du pétrole" (qui fut aussi d'ampleur mondiale), et les "hauts et les bas" des dernières années. En même temps il a pu s'informer du "krach de 29", ou de la chute et de l'ascension des bourses mondiales à cause de la guerre du Golfe. Il est évident que l'internationalisation de l'économie provoque aussi, un plus grand accès aux moyens d'information. En marge de tous les éléments antérieurs, nous pouvons penser que la restructuration des pays de la CEE allait obliger les gouvernements à imposer à leurs citoyens des conditions dans lesquelles il serait plus difficile de prendre position par rapport à certains faits. Curieusement, tout en Europe semblait "rouler" correctement - c'est du moins l'image que l'on en avait en Espagne - vers un avenir radieux, une plus grande place dans le monde, un développement économique important, comme dans un rêve.

Subitement après la signature du traité de Maastricht, les pays de la communauté commencent à prendre l'eau, l'Allemagne découvre le prix de sa réunification et dansla rue, les

vélléités des nazis font craindre la noyade pour les politiques. En Angleterre, après les doutes des conservateurs, le pays se dirige pour le oui à l'Europe, et on enprofite pour restructurer l'industrie minière. De même pour l'Italie qui s'enfonce dans la crise alors que l'on croyait le pays florissant il y a un an. Je dirais que l'Espagne subit la même crise comme n'importe quel pays pauvre, récemment rentré en Europe et que l'on pourrait considérer que cette chute obéit plus à des motifs politiques qu'économiques. La Grèce, le Portugal, l'Espagne ont besoin évidemment, de l'aide des autres pays membres de la communauté européenne pour rattraper leur niveau, mais seule une crise globale en Europe permettra aux Etats, d'appuyer leurs convictions, restructurer certains secteurs, et créer un climat d'unité nécessaire face aux séparatismes nationalistes (Catalogne, Lombardie...) et au peu d'enthousiasme de certains autres (Danemark).

Face à cette démagogie et à toutes les affaires de corruption qui éclatent dans tous les pays, face à tous les secrets qui se dévoilent après chaque guerre civile, interethnique, nationaliste ou autres, les gens se méfient de plus en plus des pouvoirs et des institutions "démocratiques". Mais ne nous trompons pas. Ce n'est pas le mouvement libertaire qui récupère ces nouveaux mécontents. Ce n'est pas une prise de position ferme contre les gouvernements qui avance. Petit à petit, ils se contentent, comme les survivants de "1984", d'une ration de

ALLEMAGNE

Ambiance de pogroms dans une morosité économique

tL'article sur Rostock dans le numéro de CA de novembre portait sur les événements mêmes dans la ville, et sur l'impunité dont jouissait l'extrême droite, tandis que des anti-fascistes étaient réprimés. Cet article-ci reprend les événements en cherchant à les inscrire dans la difficile situation de l'Allemagne et du marasme économique dans lequel est noyé l'ancienne RDA. Il casse le mythe d'une Allemagne terre d'asile et, à la lumière des accords de Schengen, de la poussée réactionnaire et de la crise économique, nous montre que les événements de Rostock sont bien l'expression d'un problème de fond et non un accident à détacher de la réalité allemande et européenne : un terrain bien propice à la propagation d'idées démagogues et à la prolifération de groupuscules fascistes de mieux en mieux accueillis par des jeunes à l'abandon de l'ex-RDA.

En Allemagne, des gens sont persécutés et chassés, des maisons sont incendiées ; «la populace brune» fait la fête comme autrefois tandis que le gouvernement appelle à un changement de la loi fondamentale (1949), de l'article 16 ("un politiquement persécuté jouit du droit d'asile"), en particulier.

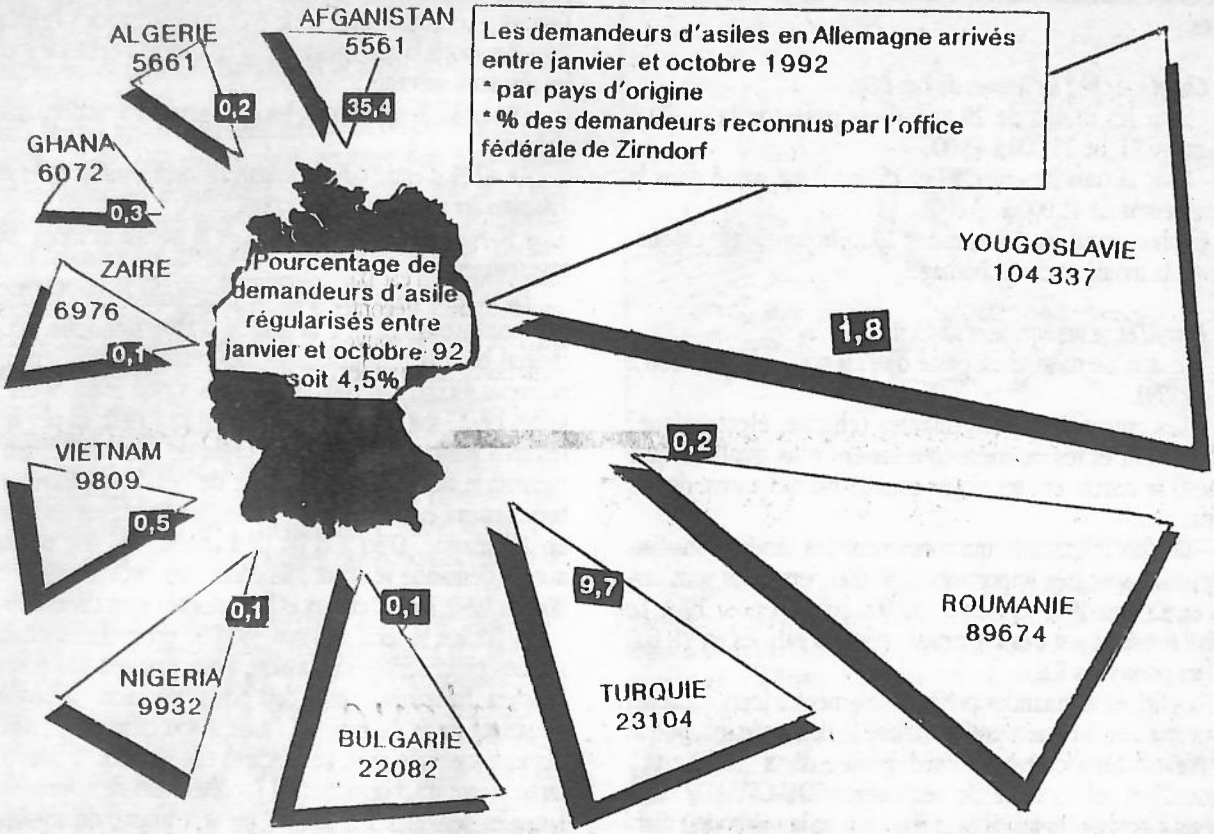
L'histoire semble se répéter.

Peu après Rostock, l'Allemagne (l'Est comme l'Ouest) plonge dans un déchaînement de haine raciale et de colère. Parqués dans un des blocs de la cité dortoir du socialisme, de nouveaux visages ont fait surface que tous voyaient, entendaient, sentaient, jour après jour, nuit après nuit, jusqu'au jour où ils se mirent à haïr ces étrangers.

La haine raciale, mélangée à la déception du mauvais fonctionnement de la politique de Bonn et de la misère à l'Est ont mené à ces bagarres à Rostock-Lichtenhagen que Kohl estimait sans fondement.

Dans cette ambiance ouvertement de pogroms où on scandait "pendons-les", les jeunes ont rencontré à Rostock, un écho dans une partie de la population qui les a vivement soutenus et encouragés pendant plus d'une semaine. "Le peuple est frustré" : une profonde contrariété monte parmi les Allemands de l'Est à qui le chancelier Kohl avait promis en 1990 qu'en l'espace de quelques années, il y aurait "un pays florissant". Tout autour du foyer pour étrangers, il régnait une ambiance de fête populaire. Une centaine de jeunes (très jeunes, voire de moins de 18 ans) se promenaient tout autour et se réjouissaient des bagarres. Lichtenhagen se transformait pour quelques heures en un camp pour casseurs. Lorsque le cadre où les jeunes ont grandi dans un milieu répressif éclate, il n'y a plus de positions morales qui puisse éviter une situation conflictuelle. Les processus de décomposition sociale, professionnelle ou politique sont le problème principal qui ne se limite pas à un quelconque groupe marginal, mais qui comprend le noyau de la société, totalement bouleversée. Une grande partie de la jeunesse regrette l'ancien modèle d'intégration. Elle est à la recherche de nouvelles certitudes, et des groupes d'extrême droite en profitent. Ils leurs proposent des avantages, des palliatifs. Les politiciens camouflent tout cela : ils font comme si on ne pouvait satisfaire les groupes marginaux par une aide financière ou, en cas d'urgence, par la répression.

Le mélange de colère et de peur diffuse de l'avenir s'embrase particulièrement bien dans un lotissement en dalles



de béton. Dans cette banlieue construite dans les années 70 où 22 000 personnes dorment, il n'y a rien de sérieux pour se distraire. Au milieu de ce complexe, le gouvernement du Land a installé dans un bloc, fin 1990, le Zast (l'antenne pour les demandeurs d'asile). Le Zast ne devait accueillir les demandeurs d'asile que pour une courte période et devait ensuite les éparpiller sur la commune. Très vite il fut complètement débordé ; au début pas plus de 20 demandeurs arrivaient chaque mois, or, rien que pour le mois de juin 92 il en est arrivé près de 1300, la maison n'ayant officiellement que 320 places.

Dès le début des attaques xénophobes, il n'y avait environ que 30 policiers pour 150 jeunes excités, échauffés par plus de 1000 joyeux spectateurs désirant en finir avec le foyer des demandeurs d'asile.

Peu avant sa "disparition", Kordus, le chef de la police et de la criminalité du Land, avait eu une conversation téléphonique avec Reisch, responsable au ministère de l'Intérieur pour le Zast, et avec le ministre de l'Intérieur Kupfer. Reisch avait déclaré que les demandeurs d'asile avaient été évacués. Soulagés, ils vont se séparer en oubliant une centaine de vietnamiens et l'ordre fut donné à la police de se replier. Incrédules, les casseurs, bien décidés, regardèrent la police battre en retraite et enfoncèrent la porte d'entrée, dévastant les chambres et y jetant des bombes incendiaires. Les pompiers ne pouvaient rien faire sans la protection de la police. Ils se replièrent sous une pluie de cailloux.

Si, lors de cette semaine, la police venue de toute l'Allemagne se montra inexistante sur le terrain et bien fébrile face aux meutes de casseurs fascistes, elle fut omniprésente, armée jusqu'aux dents, le samedi 29 août, pour la grande manif antifasciste et antiraciste (3400 policiers des forces spéciales, 13 hélicoptères, 16 canons à eaux...). Toutes les routes, autoroutes, lignes de chemins de fer, bus, métro, étaient bloqués, paralysés par la police.

Entre temps, le gouvernement a transféré le Zast de Rostock à Hagénow (cité satellite de Rostock). Son maire voit une solution : le terrain de l'ancienne garnison russe sur lequel les demandeurs d'asile seront logés ; mais ce lieu doit devenir rapidement une zone d'exploitation industrielle où déjà des emplois ont été créés et où d'autres y sont prévus ; naturellement, on veut autant que possible participer à la croissance, au redémarrage, au lieu de partager avec les exilés. L'espoir d'une prospérité laisse aux étrangers encore moins de place que la frustration dans le ghetto de béton de Lichtenhagen.

Profond marasme économique en ex-RDA

Les habitants de cette zone annexée souffrent de beaucoup d'erreurs dûes à la précipitation des négociations pour l'unification. Par exemple, l'unification monétaire du 1er juillet 1990 a été catastrophique pour les débouchés traditionnels de l'économie est-allemande (les clients de l'Est ne pouvant plus payer avec le mark fort). Cela a entraîné le chaos pour les entreprises est-allemandes et un chômage croissant : Land Mecklembourg, 16,5 % de chômage (août 1992) ; Land Thüringe : 15,5 % ; Saxe Anstalt : 15,4 % ; Brondenbourg : 14,8 % ; Berlin est : 13, 8 % ; Saxe : 13,7 %.

La Treuanstalt (administration berlinoise chargée de la privatisation des entreprises est-allemandes) a privatisé les meilleures entreprises. Il reste encore 40 à 45 % du potentiel à privatiser, ce qui représente 1,2 million de salariés. 70% de ces emplois disparaîtront dans les années à venir. Le bruit court que le gouvernement fédéral aurait prié la présidente de l'administration financière berlinoise de reporter au-delà de

l'échéance électorale de 1994 les fermetures prévues d'entreprises.

Chômage chez les jeunes de l'ex-RDA

- Pour les moins de 20 ans, il est passé de la mi-90 à novembre 91, de 15 000 à 43 000.
- Pour la tranche entre 20 et 25 ans il est passé dans le même temps de 41 000 à 43 000.

Le choc social est énorme. Sur 10 millions d'actifs est-allemands, la moitié sont au chômage.

L'ex-RDA se désagrège et se dévitalise

- Le taux de natalité est passé de 12,9 pour mille en 1988 à 6,6 en 1991.
- Les entreprises performantes (chimie, électronique) s'effondrent et les ouvriers (qui étaient plus qualifiés qu'à l'ouest) se retrouvent employés comme main-d'œuvre de bas niveau.
- Les flux migratoires qui concernent des Länder frontaliers à l'ex-RDA sont très importants : 250 000 personnes sont parties en RFA en 1991, il y en a 150 000 prévues pour 1992. Le travail frontalier est très important : 450 000 salariés en 91, 600 000 au printemps 92.

Les firmes allemandes préfèrent augmenter leurs capacités de production à l'ouest pour satisfaire la demande, plutôt que d'investir dans cette région dévastée dans "la liberté". Aujourd'hui, les chefs de file de l'union (CDU-CSU-FDP) veulent faire rentrer les fonds nécessaires avec la méthode Erhard (initiateur du miracle économique allemand) pour stopper la chute de l'économie de combinat, par l'introduction d'un emprunt forcé : qui gagne beaucoup sans l'investir à l'est doit être contraint par la loi à l'achat d'un emprunt sans intérêt. Mais les gens concernés n'ont aucune envie d'investir à l'est, considéré par les trust ouest allemands comme une fosse à millions. Par exemple, des dix plus gros clients de la Treuhand, une seule entreprise, le groupe immobilier Klingbeil, enregistre des bénéfices ; Siemens, BASF comptent leurs pertes. Il ne faut pas perdre de vue que les 140 milliards de DM d'investissement projetés par les repreneurs tardent à produire leurs premiers effets.

Dans le district d'Eisenach, les 10 000 personnes de l'usine qui construisait la Wartburg, les 12000 employés de l'entreprise de véhicules électriques Ruhla, les 6000 de l'usine de montre de la même entreprise, ont été fauchés par l'économie de marché. L'industrie du district a perdu 28 000 emplois depuis le début de l'union monétaire.

Tout projet d'assainissement, tout projet pilote a jusqu'à présent échoué et les gros investisseurs se font rares. En effet, l'ex-RDA traîne un boulet : le coût de l'unité. La chose est claire : pour les länders et communautés de l'Est, un état apocalyptique se dessine. Les nouveaux länders, selon les estimations de Waigel, atteindront un taux déficitaire de 22%, c'est-à-dire plus d'un cinquième de l'ensemble de leurs dépenses devront être financées à crédit. Jusqu'en 1995, cette évaluation monte à 54%. Pour janvier 1996, ce sont 270 milliards de DM ; par tête d'habitant, c'est deux fois et demi le niveau occidental. Un tel développement étranglerait la construction dans les nouveaux Länders et les rejeteraient pour longtemps dans la dépendance des transferts de fonds occidentaux.

Les demandeurs d'asile

Il y a, selon les statistiques de la police, environ un crime raciste toutes les trois semaines. Nous en sommes à 13 personnes assassinées par les néo-nazis depuis le début de l'année. Le terrain était donc prêt pour Rostock : l'institut de Postdam pour la recherche sur la famille et l'enfance a publié les résultats suivants :

- Pour 38 % des jeunes, les étrangers sont responsables du chômage.
- A 42 % d'entre eux, le slogan *Deutschland den Deutschen ! Auslander raus !* plaît beaucoup.
- 30 % pensent qu'il faut "casser la gueule et foutre dehors les étrangers".

Dans les 7 premiers mois de cette année, près de 230 000 personnes ont fait une demande d'asile politique. L'Office fédéral pour la reconnaissance des réfugiés publia encore un nouveau record : 46 000 demandeurs d'asile uniquement pour juillet 1992 ; soit 15 000 de plus qu'en juin 1992. La plupart des réfugiés viennent de Roumanie (avec de juin à juillet une augmentation de 7 500 à 13 700) et de l'ex-Yougoslavie. Nombreux parmi eux sont des Tsiganes, les étrangers les plus haïs en Allemagne. D'ici à la fin de l'année, 500 000 personnes auront demandé le statut ; ils étaient 256 000 en 1991 et 193 000 en 1990. Les tribunaux et les autorités sont débordées.

A l'office fédéral, environ 350 000 procédures datant des années précédentes s'entassent. Pour une grande partie des dossiers, l'administration a déjà pris sa décision (généralement négative), mais l'aspirant à l'asile a soit déménagé, soit s'est planqué quelque part. Les anciens cas seraient la plus importante pierre d'achoppement à l'accélération de la procédure à laquelle personne n'a jusqu'à présent trouvé de solution. Le 1er novembre dernier, le gouvernement fédéral allemand a signé un traité avec le président roumain pour la reconduite immédiate des citoyens roumain (pour la quasi totalité des tsiganes) appelés "les sans chance" dont la demande d'asile a été rejetée. L'accord est déjà appliqué et concerne près de 50 000 personnes.

La part des demandeurs d'asile reconnu par l'office est en régression (6,9 % reconnus en 1991, 4,4 % actuellement).

Le manque de personnel est crucial ; selon le ministère de la justice, il manque actuellement 2 200 fonctionnaires fédéraux pour remplir les postes à l'office fédéral et dans ses antennes. 1000 postes supplémentaires sont prévus sur le tableau des effectifs, surtout des "décideurs", dans les Zast, ces portiers qui prononcent la reconnaissance ou le rejet d'un aspirant à l'asile. De plus, il faudra du temps pour former ces nouveaux décideurs et leur faire acquérir les connaissances nécessaires sur les trois pays d'où viennent la majorité des réfugiés et pour pouvoir décider de leur sort. Un accord a d'ailleurs été signé avec la France pour envoyer en Allemagne des fonctionnaires français qui seraient chargés de traiter les dossiers africains (Ghana, Zaïre, Algérie).

Si les places requises demeurent peu attrayantes, elles le sont encore moins dans l'ex-RDA où les antennes sont totalement dépourvues de décideurs ; la liste des antennes manquantes est grande, à l'origine 80 antennes étaient prévues il n'en est plus question que de 45 et seulement 22 ont été établies ou étendues. Mais ces objectifs sont loins de la réalité : entre la fédération et les Länders, de vives discussions ont lieu autour de l'utilisation d'anciennes casernes et sur les coût des loyers qui doivent être couverts. L'aide sociale aux demandeurs d'asile va être dorénavant drastiquement réduite. Les premiers paragraphes de la loi fédérale à l'aide sociale parlent de la dignité des hommes mais le gouvernement fédéral va accorder 25 % d'aide en moins. Chaque jour, un demandeur d'asile reçoit 12,29 DM pour trois repas, les soins corporels, les transports, une intégration culturelle, soit par mois 381 DM.

Selon madame la ministre de la famille, Hannelore Rönsch, «*Les demandeurs d'asile ne doivent pas être intégrés, mais le plus rapidement possible expulsés et doivent donc recevoir encore moins d'argent*», .

Dans beaucoup de quartiers, les souces de conflits se sont accumulés. Une telle ambiance encourage des politiciens comme le führer des Republikaners, Shönhuber : lors des élections en avril 1992, en Schleswig-Holstein et Bad-Wurtemberg, les partis fascistes ont grignoté les partis traditionnels. En Bad Würtemberg où le dernier monopole de la CDU depuis plus de 20 ans a été brisé : de plus de 50 % des voix il n'a pu obtenir cette année que 40 %, offrant la différence de 11% au parti nazi Republikaner qui ne faisait en 88 que 1 %. De plus, dans la colonne "autres partis", les 4,7 % de 1992 reviennent à une autre formation fasciste, la DVU.

En Schleswig Holstein, même scénario : le SPD qui dominait largement les autres partis avec 55 % s'est retrouvé avec 46 % des suffrages en 1992, laissant, entre autre, 6,3 % à la DVU conduite par Gerhard Frey (parti qui n'existait pas en 88 dans ce land).

Cette xénophobie est attisée, entre autre, par des statistiques de la police criminelle qui sont parrainées par la coalition au pouvoir et les Länder. Dans ses statistiques pour l'année 91, il est écrit noir sur blanc que 25,6 % des suspects sont des étrangers. Ce que les statisticiens retranscrivent d'une manière élégante réapparaît dans les bistrots... dans la langue de tous les jours : «les étrangers sont plus criminels que les allemands». Soudain, la peur de devenir un jour victime de la violence criminelle apparaît : un visage et une voix, une couleur de peau sombre, un accent étranger. « Si les étrangers sont plus criminels que les Allemands, alors il n'y a qu'une solution toute simple : «frontières renforcées et la canaille dehors !». C'est comme si, de nouveau, un instinct entraîné depuis plusieurs millénaires, s'imposait : l'Etranger signale le danger et doit être chassé.

Les affirmations gratuites des statisticiens de la police criminelle poussent à la spirale de la xénophobie, et ceci dans tous les pays d'Europe. Plus les problèmes sociaux seront brûlants, plus le court circuit sera facile. L'étranger, le classique bouc émissaire, est responsable.

Reims le 17 novembre 1992.

Actuellement il est question au gouvernement chrétien-démocrate de renvoyer plus de 300 000 demandeurs d'asile dont 50 000 tsiganes roumains. Ces mesures «d'interruption de séjour» et l'expulsion concernent :

- Des dizaines de milliers d'anciens travailleurs des pays frères (Cuba, Angola, Vietnam...) installés en ex-RDA depuis très longtemps.
- Des dizaines de milliers de Polonais, Tchèques, Roumains, Albanais et Russes (qui sont souvent des travailleurs au noir dans le bâtiment, les chantiers navals - Hambourg - et la restauration).

De plus, lors de son congrès extraordinaire du 16 et 17 novembre, le SPD a décidé de réformer l'article 16 du droit d'asile, s'alignant ainsi sur les mesures d'entrée et de séjour des étrangers, déjà bien restrictives.

DIMANCHE 20 DECEMBRE

15h30

LES LUTTES SOCIALES EN ITALIE

Projection de videos

Débats avec des camarades du cercle anarchiste Bakounine de Rome

au local DLE, 20 avenue Weber 93500 Pantin

(métro Quatre Chemins, près de la Porte de la Villette)

*A l'issue du débat, vers 19 h, **apéritif puis repas** pour ceux qui le souhaitent (réservez pour le repas en envoyant un chèque de **70 F** à Courant alternatif BP 381, 75969 Paris Cedex 20 à l'ordre de Rodier).*

Quand tous les pauvres s'y mettront

Lorsque sont parus le détail des chiffres du marché de l'emploi pour le mois d'août, on a appris que la baisse du nombre de chômeurs enregistrée en juillet (30 300 de moins, 1%) se confirmait.
La barre des 3 millions de chômeurs s'éloignerait-elle ?

On se dit que c'est pas mal pour ceux et celles qui viennent de trouver ou retrouver un boulot. Mais voilà, quel boulot ? Un vrai contrat de travail à durée indéterminée, rémunéré suivant une convention collective ? Pas du tout ! Cela serait trop simple. Non, ce chiffre de 30300 de chômeurs en moins relève de quelques artifices.

Les artifices employés

Tout d'abord, le plus simple, la radiation des listes de l'ANPE. Celles-ci, sur ordre de Beregovoy et Aubry ont mis en place le fameux «plan des 900 000 au printemps dernier». Il consiste à traiter la composante la plus problématique des demandeurs d'emplois, les chômeurs à longue durée pour lesquels une solution doit être trouvée soit sous forme d'emploi durable (il ne faut pas trop y compter), soit sous forme de stage (insertion, mobilisation, remise à niveau, formation, emploi aidé). A partir de là tous ceux qui ne veulent ou ne peuvent entrer dans cette logique sont rayés des statistiques officielles et vont rejoindre la longue cohorte des exclus qui survivent grâce au RMI. Pour que le système soit efficace l'Etat s'est donné quelques moyens. Des organisations comme l'ANPE, les Assedic, la DDTE (Direction départementale travail emploi), l'AFPA par le biais de son service psycho-technique, ont toute autorité pour radier tout demandeur récalcitrant. Autre moyen, le SCRE : Service de contrôle de recherche d'emploi, structure de flicage social inquisiteur et répressif.

En effet, si un chômeur ne semble pas donner toutes les preuves de bonne volonté et de motivation pour la recherche d'un emploi, il encourt le risque d'être exclu pour une durée plus ou moins longue de l'indemnité Assedic ; en cas de récidive, de non réponse à une convocation, l'exclusion peut être définitive. Voilà en quelques mots comment l'Etat procède pour dégonfler les chiffres du chômage.

Un autre moyen consiste en un financement massif de l'emploi «aidé» en particulier les fameux contrats emploi-solidarité (CES), à mi-temps. C'est la précarité qui se pérennise : près de 3 millions de personnes, tous dispositifs confondus, effectuent ce qu'on pouvait appeler il y a quelques années un petit job, passage temporaire mais obligé avant l'obtention d'une place stable avec contrat de travail et mettant fin à la précarité et à l'incertitude. Aujourd'hui, ce type d'emploi devient durable, ce qui était l'exception devient la règle. 23 % seulement des jeunes de moins de 25 ans ont un boulot stable.

C'est en fait, entre autre dans le cas des CES, une occupation artificiellement créée par une stimulation financière de l'Etat, mais qui, en fin de compte, satisfait parfaitement les employeurs dans la mesure où ces emplois comblent souvent, pour un coût quasiment nul, des postes impossibles à budgéter normalement. Le montant du salaire d'un CES est d'environ 2500F mensuel pour 86 heures dont l'Etat finance entre 65 et 85 % ainsi que les charges. Le salarié titulaire de ce type de contrat a, de plus, l'interdiction formelle d'utiliser le mi-temps restant pour un autre boulot ; l'employeur peut, mais n'y est pas obligé, lui dispenser une formation. Ce type d'emploi concerne les employeurs du secteur public et para public ainsi que les associations loi 1901.

Vers une nouvelle division-exploitation du travail

L'installation massive de la précarité dans le domaine de l'emploi renforce le concept de société à deux vitesses, cher aux penseurs sociaux de tous poils, économistes, sociologues, journalistes... Concept vague ! Ne faut-il pas plutôt parler d'une adaptation de la part du capitalisme à une autre approche de la notion de travail ?

On peut concevoir que la généralisation de la précarité participe d'une nouvelle vision par le capital de la gestion du coût du travail, en cherchant à faire en sorte que celui-ci soit le plus bas possible, accélérant les mutations, préconisant à l'occasion la recherche de solutions "innovantes" pour les salariés : temps de travail hebdomadaire réduit mais en continu tout le week end, par exemple. Cette course à la rentabilité par la déqualification, la précarité et l'incertitude, installe un nombre croissant d'individus dans un statut dévalorisé et dévalorisant, face aux normes dominantes de réussite, de performance et de compétition. L'offensive idéologique au capitalisme a instauré une logique du gagnant et du perdant. Il vaut mieux être Français et Blanc issu de milieu aisé et élève de HEC que Beur, de Mantes-La-Jolie et faire un CES à la MJC du coin, en essayant de rattraper l'échec scolaire dans un stage de remise à niveau. C'est le monde des perdants, ces bataillons de jeunes et moins jeunes déclassés, désinsérés ou bien jamais vraiment insérés. Victimes oubliés de la productivité, laissés pour compte d'un système qui les a rejeté parce que non rentables, alternant stages d'insertion et petits boulots sous-payés avec des périodes de chômage, et CES. Pas tout à fait pauvres, certes, pas de quoi faire un reportage d""Envoyé spécial", mais néanmoins clients occasionnels des restaux du cœur, souvent

population privilégiée de l'Aide sociale, considérés comme population à risque, éventuellement un peu délinquante, reflet d'une société pouvant de moins en moins gérer ses contradictions, laissant apparaître de manière plus ou moins flagrante son vrai visage : celui d'un système qui ne se cache même plus, trop occupé à accumuler toujours plus de plus-value, le plus vite possible et par n'importe quel moyen, et n'ayant plus vraiment à combattre de classe ouvrière organisée. Cette dernière vient de perdre un combat de plus avec l'accord signé cet été sur la réforme de l'Assedic-Unedic.

Patronat-Syndicats, même combat

Le patronat a réussi à imposer avec l'aval de la CFDT (merci Mme Notat), de la CFTC et de la CGC, un système d'indemnisation tel qu'il paraît difficile de faire mieux en matière d'exclusion, des jeunes en particulier. En effet, ceux-ci sont soumis à un traitement particulièrement discriminatoire : interdits de RMI (réservés aux plus de 25 ans), ne bénéficiant plus de l'allocation d'insertion (supprimée) depuis février 92, il ne leur reste qu'au mieux les contrats à durée déterminée (CDD) sous-payés, où, pour une durée égale de cotisation, leurs droits seront moindre que ceux de plus de 25 ans (9 mois d'allocation unique dégressive au lieu de 12).

En exigeant 4 mois minimum de travail dans les 8 précédents, la nouvelle réglementation exclut de fait un nombre important de bénéficiaires potentiels : tous ceux qui sont en CDD de trois mois, et qui sont actuellement la majorité. Avec trois mois de boulot, donc de cotisations, ces jeunes n'auront droit à aucune indemnité à partir du 1.04.93. La dégressivité des allocations au-delà de la période "au taux normal" viserait à inciter les chômeurs à plus de motivation dans leur recherche d'emploi. il y aurait de quoi sourire si ce n'était pas aussi tragique, quand on sait qu'en mai 92 l'ANPE proposait 90 000 offres d'emplois pour 2, 9 millions de chômeurs, quand 41,4% des chômeurs s'inscrivent à la fin d'un CDD ou d'une mission d'intérim dont la durée moyenne est de 2,2 mois !

Caen. 30.10.92

Récemment, une ANPE des Alpes-Maritimes a trouvé un moyen élégant de rayer de ses listes quelques chômeurs encombrants pour les statistiques. Elle convoque tous les inscrits pour une réunion d'information concernant quelques offres dans la restauration rapide (service). Chacun sait que ces emplois ne concerne que des jeunes, si bien que nombre de chômeurs parmi les 40-60 ans ne s'y rendent pas. Résultat ils sont punis comme des mauvais élèves, rayés des listes de l'ANPE et exclu de toute indemnisation !

BREVES

EDF et TGV

Que peut bien signifier "vente à bien plaire", terme utilisé par EDF pour justifier certaines ventes d'électricité à l'étranger. Prenons un exemple significatif : le TGV vendu par CGE Alsthom à l'Espagne.
Un TGV consomme beaucoup d'énergie électrique. Pour comparaison une rame Corail-express consomme en moyenne 5600 kw à 200 km/h, or un TGV lancé à 300 km/h consomme 8700 kw. mais le calcul ne s'arrête pas là, car un TGV ne transporte que 485 passagers, soit 2,5 fois moins qu'un Corail, soit un rendement énergétique 4 fois moins élevé pour le TGV. Dans le cas de l'équipement espagnol, le réseau TGV, rebaptisé AVE en Espagne, nécessitera une puissance totale installée supérieure à 500 Mw. Situation paradoxale car le promoteur de ce train à grande vitesse n'est autre qu'un des principaux fournisseurs des centrales nucléaires, c'est-à-dire le groupe Alcatel-Alsthom. N'y a-t-il pas dans ce cas précis des ventes d'électricité par EDF "à bien plaire" c'est-à-dire en dessous du coût de revient de l'énergie produite. Permettant ainsi à la France d'honorer des contrats TGV bien difficiles à obtenir sans cette "aide" et de justifier la construction de nouvelles centrales nucléaires.
N°4 *Observez. BP 311 47008 Agen*

L'église et le nucléaire

En 1982 l'arme atomique était considérée par l'Eglise comme «moralement accep table». A cette époque seul le monde chrétien disposait d'une telle force de frappe et le péril rouge menaçait. Aujourd'hui le nouveau catéchisme la condamne. Une prise de conscience peut-être ? Oui mais pas de ce que vous pensez. C'est que depuis 82 le danger communiste s'est estompé et surtout que des pays peuplés de mécréants pas même chrétiens disposent ou sont tout près de disposer de cette arme ! L'élasticité de la morale apostolique ouvre toutes les portes du ciel !

Débouté du droit d'asile

Lundi 2 novembre 1992, un débouté du droit d'asile, Selim Tatligun était

arrêté sous le coup d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière (APRF), il était transféré mercredi 4 au camp de rétention administrative de Mesnil-Amelot (93). Le jeudi 5, il devait être embarqué à Roissy dans l'avion en direction d'Istamboul à 13h30. Selim refusait de monter. Il était immédiatement présenté au parquet de Bobigny et devait être jugé le lendemain vendredi 6. Le jugement a été reporté au 4 décembre ; il risque 6 mois de prison ferme et 3 ans d'interdiction du territoire pour infraction à la législation des étrangers. Il est actuellement incarcéré à la prison de Fleury-Mérogis. Suite à une demande de réexamen de son dossier par l'OFPRA il avait déposé un recours auprès de la commission des recours. Son avocat avait demandé un report de son audition, mais la commission n'en avait pas tenu compte et lui avait signalé un rejet de sa demande courant octobre, mais son cas devait être réétudié. Espérons que cela se fasse rapidement.
Trois qui ont eu moins de chance, ce sont trois déboutés turcs qui se sont fait interpeller vendredi 31 octobre 1992 par la gendarmerie de Fismes lors d'un contrôle d'identité. Sans titre de séjour, ils ont été présentés devant le procureur. Des APRF leur ont été délivrées. Transféré dans un premier temps à Mesnil-Amelot ils ont été placé dans l'avion en direction d'Istambul. On est sans nouvelles d'eux depuis.

Solidarité avec Abderahmane Deraridj

Le premier septembre 1992, Abderahmane Deraridj entamait une grève de la faim pour en finir avec la double peine et pour la grâce collective des expulsés. Né en France en 1959, ayant toutes ses attaches en France, suite à un délit de droit commun il fut en 87 condamné à une interdiction définitive du territoire. Revenu quatre fois clandestinement après que les autorités françaises l'ai expédié par trois fois en Algérie, il a décidé cette action pour en finir avec cette partie de ping-pong. Jusqu'au 27 novembre il menait sa grève à l'Eglise St-Merri, à Paris, près de l'Hôtel de Ville, jusqu'à ce que les autorités ecclésiastiques décident de le virer le 28 novembre. On peut le soutenir financièrement : CCP Paris 5 265 02 R à son nom ; envoyer des lettres à l'Elysée (à M. Mitterand), et surtout faire connaître son cas. On peut se procurer infos et matériel au comité local de Gennevilliers contre la double peine. Cité du Luth, AHGE - ASTI, 41 Boulevard Beanmarchais, 92230 Gennevilliers.

Solidarité (bis)

Belkhier HADJAD a fait une grève de la faim depuis septembre en prison pour avoir refusé de se faire expulser.
C'est un cas parmi des milliers d'autres victimes de la double peine (prison + expulsion). Belkhier a finalement été relaxé par la Cour d'Appel par arrêt du 27 octobre 1992. Il est donc désormais dans la nature et attend que la Cour de Cassation lui redonne sa nationalité française.
La lutte continue !...
Comité Régional contre la Double Peine c/o FA, BP 255 - 57402 Sarrebourg Cedex.

Appelés intoxiqués à Sissonne

Si la région rémoise est connue pour son champagne, elle l'est aussi pour ses camps militaires (Mourmelon, Suippes, Sissonne). Vendredi 23 octobre 1992, 47 appelés, incorporés au début du mois d'octobre au 94ème régiment d'infanterie, doivent traverser un tunnel (en fait une buse de 120 mètres de long. «A notre arrivée un fumigène dégageant une fumée grisâtre était posée à terre. Nous devions l'enjamber. Il fallait marcher courbé. A un moment, il a fallu s'arrêter. Dès la première bouffée, ça brûlait. Malgré tout, après deux minutes, je suis parvenu de l'autre côté à l'air libre : je toussais et je vomissais.» déclare un appelé. 17 appelés vont être intoxiqués et plusieurs transportés après cet accident dans divers hôpitaux. « Les personnes intoxiquées ont stationné environ une minute dans le tunnel pendant lesquels elles ont respiré cette fumée, un produit composé principalement d'hexachloroétane, substance non toxique», déclare le colonel commandant l'unité. Si la substance était non toxique, pourquoi certains ont-ils été intoxiqués sérieusement ? Que contenait exactement ce fumigène ? Y a-t-il un risque de séquelles ? Connaîtra-t-on un jour la vérité ? Pendant ce temps, près de St-jean-Pied-de-Port (Pays Basque nord) trois appelés tombés d'une colline ont dû être transportés à l'hopital de Bayonne.
Une seule chose est sûre : il faut en finir avec la conscription. RIEN NI PERSONNE POUR L'ARMEE !

Insoumission au Pays Basque

Alors qu'un quatrième insoumis basque, Kittu Lascaray est incarcéré (il a été adopté par Amnesty international) et que Lof croupit toujours en taule (un mois d'isolement, visites des ami(e)s refusées, presse censurée), le 14 novembre dernier 400 personnes ont manifesté à Itsasu (le village de Kittu) à l'appel du comité de soutien aux insoumis aux cris de KAKI KAKA, LIBEREZ LOF et KITTU. L'insoumission est aujourd'hui reconnue comme une partie intégrante du mouvement abertzale et cette lutte ne fait que commencer : son avenir semble plus rose que celui du PS !

Prisonnier basque

Peio Langou (un instit de 30 ans), arrêté à Bidarte le 30 mars 92 le jour de l'opération contre la direction présumée d'ETA et inculpé d'association de malfaiteur, mène actuellement à la prison de la Santé à Paris, avec quatre autres prisonniers politiques, une grève des douches pour protester contre les conditions d'hygiène insupportables qu'ils subissent (eaux des WC qui tombe sur les prisonniers quand ils se lavent, présence de punaise et de rats, etc.).
Par ailleurs "Fiti", Jose Arregi Erostarbe se trouve en grève de la faim et au mitard à Fleury-Merogis pour protester contre les vexations dont il est sans cesse l'objet. Lors de son procès le 12 novembre à Paris il avait déclaré : «Ils me veulent sans défense,

comme un enfant, ils veulent briser mon être même, en appliquant ce que même Amnesty international a dénoncé comme torture blanche : l'isolement total». Rappelons qu'il y a deux mois un autre prisonnier basque avait été passé à tabac à Fleury pour avoir protesté contre l'absence de nourriture pendant la grève des matons
Enfin signalons que des manifestations ont eu lieu à Mauléon (100 personnes) et à St-Palais (300 participants) suites aux arrestations de Panpi Lascaray, de Ttotte Kurutxet et de Benat Espil à Dax au début du mois, et soupçonnés d'appartenance à l'organisation clandestine Iparretarrak.

Les pandores contre l'association des prisonniers en lutte

Après la saisie par la section anti-terroriste de la brigade criminelle de Paris de leur matériel informatique, puis l'interdiction de leur fête de soutien en juin dernier, deux militants de l'APEL ont été placé les 21 et 22 octobre en garde à vue dans le cadre d'une information ouverte pour crimes et délit auxquels auraient été mêlés d'ancien prisonniers qui auraient été en contact avec l'APEL. Comme par hasard cette garde à vue est intervenue la veille du procès des mutins de Moulin où ces deux militants comptaient se rendre (à ce procès 4 mutins ont pris le maximum, 5 ans, les autres écopant de 3 ans, 18 mois, 6 mois, 3 mois)..
L'APEL a une nouvelle adresse : APEL, BP 378, 75869 Paris cedex 18.

Télécoms : CFDT Archives

Suite à la désabilitation de la section CFDT-Archives, aux Telecoms à Paris (voir CA de novembre) un des militants s'est vu déplacé d'office de service. Ainsi, la direction du centre règle ses comptes avec l'accord tacite des bureaucrates de la CFDT. Contre cela, un préavis de grève locale a été déposé par les sections FO, SUD et CGT. Le mouvement fut suivi à environ 10% et la pétition qui en est découlée a recueillie 400 signatures. A l'heure qu'il est notre camarade n'a toujours pas été réintégré dans son service d'origine.

Mouvement du Ras le Bol

Depuis le 6 novembre à l'initiative du Mouvement du Ras le Bol la flèche de l'église St Michel est occupée. Plusieurs personnes se relaient pour dormir à cet endroit pour protester contre la situation des sans-logis et des mal-logés et interpeller ainsi les pouvoirs publics. Le 17 novembre, une manifestation a rassemblé environ 300 personnes. Ainsi grâce à son l'ampleur du mouvement et à une certaine médiatisation, les pouvoirs publics, en l'occurence la municipalité a été obligée publiquement en disant que le MRLB était composé d'"anarchistes" et que de toute façon, il n'y avait pas de problèmes de sans-logis à Bordeaux. Pourtant les SDF qui se sont joints au mouvement ne sont certainement pas venus occuper la flèche pour le plaisir de coucher dehors. D'ailleurs pour bien leur faire comprendre qu'il n'y a pas de problèmes à Bordeaux de ce coté-là, les flics ont multiplié depuis quelque temps les contrôles d'identité. Le message de nos édiles qui font mine de s'apitoyer sur le sort des "exclus" est clair : on vous laisse le droit d'être à la rue, mais attention à vous si vous commencez à vouloir vous organiser et à revendiquer le fait de vouloir vivre comme tout le monde...
Contact dU MRLB : c/o CES 11 rue Permentade 33000 Bordeaux.

Rectification

Contrairement à ce que pouvait laisser croire l'encart publié en fin d'article page 7 de CA n° 23, la campagne anti-bizutage n'a pas été menée par l'OCL-Lyon mais par le collectif libertaire contre la soumission dans lequel est investi un militant de l'OCL.

FLICS ET MILITAIRES AU SERVICE DES CITOYENS

Fin septembre : un inspecteur de la police de l'air et des frontières d'Hendaye passe en procès au tribunal de grande instance de Pau. il est accusé d'avoir tenté d'escroquer la victime d'un escroc, lui réclamant 100 000 F contre la promesse de règler au plus vite son affaire.

10.10 : Crémieu (Isère), des gendarmes ouvrent le feu sur une BMW qui tentait de forcer leur barrage. le conducteur de la voiture volée est touché en plein cœur et meurt. A l'annonce de sa mort, des incidents éclatent plusieurs soirs de suite à Vaulx-en-Velin, ville d'où était originaire la victime.

16.10 : Un gendarme de Rilleux (Rhône) est condamné par la cour d'appel de Lyon, à six mois de prison avec sursis et 4000 F d'amende. En avril 91 le gendarme avait frappé à coups d'annuaires et de règle un jeune homme gardé à vue, avant de lui envoyer un coup de pied au visage.

16.10 : Un militaire d'un régiment parachutiste de Tarbes est inculpé et écroué pour coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, suite au décès d'un étudiant en droit de 23 ans, battu à mort à la sortie d'une boîte de nuit.

22.10 : Déjà condamné par le passé pour proxénétisme, Henri Perrier, patron du GIGL (société de vigiles lyonnaise) est écroué pour avoir employé au noir certains de ses vigiles. le GIGL était dans le collimateur depuis plusieurs mois suite à différentes bavures et autres plaintes d'employés qui n'étaient pas rémunérés.

24.10 : 19 appelés sont intoxiqués après avoir inhalé de la fumée de fumigène utilisés pendant des manœuvres à Sissonne.

29.10 : Grande lessive au commissariat central de Grenoble, avec suspension d'un commissaire, l'IGPN ayant découvert des factures bidons, des paiements pour des heures supplémentaires jamais effectuées, l'utilisation à des fins personnelles de voitures de service.

10.11 : Ouverture aux assises de l'Isère du procès de deux vigiles grenoblois accusés d'avoir tiré sur deux collègues à coups de chevrotines. Geste visiblement commis pour munir les victimes qui avaient tendance à rapporter aux supérieurs hiérarchiques.

12.11 : Un inspecteur de la sûreté urbaine d'Ajaccio est inculpé et écroué pour avoir violé une jeune femme gardée à vue. Il y a à peine un an une autre jeune femme gardée à vue avait déjà été violée dans un commissariat de Seine-St-Denis.

L'Europe de la répression

Cet automne, deux nouvelles inculpations sont venues s'ajouter à la soixantaine de personnes poursuivies depuis Mai dernier hors Euskadi pour avoir hébergé ou rencontré des réfugiés basques. Bizness et "normalisation" rapprochent Paris et Madrid.

Dans Courant Alternatif n°21 et 22, nous relations en détail les différentes arrestations et inculpations pour "association de malfaiteurs" et "hébergement de personne en situation irrégulière". Pour avoir ouvert leur porte à des réfugié(e)s politiques ou pour les avoir rencontré(e)s, une soixantaine de personnes encourraient une peine de deux à dix ans de prison ! Depuis, Véronique et Giuliano, une Brestoise et un Bordelais ont été remis en liberté les 19 et 20 novembre, après avoir passé chacun cent jours en détention préventive ! Véronique avait déjà écopé de cinquante jours de prison en mai et juin, d'une inculpation assortie d'un contrôle judiciaire et du devoir de réserve; pour ne pas l'avoir respecté et s'être exprimée dans une réunion publique d'information, la PJ l'arrêtait début octobre pour la réduire au silence. Courant octobre, les flics arrêtaient un couple de Lorient qui participait au comité de soutien local. La femme, ressortissante française arrêtée le jeudi était relâchée après une garde à vue de quelques heures. Son compagnon, réfugié politique irlandais depuis de longues années en France, travaille en semaine dans une autre ville(ce qui est connu de nombreuses personnes... Donc des flics !). Il était alors recherché par la PJ... On ne s'y prendrait pas autrement pour inciter quelqu'un à se cacher ! Arrêté le vendredi à son retour, gardé à vue quatre jours, les flics le relâchaient avec la même inculpation que les Breton(ne)s arrêté(e)s en Mai (voir encart).

Quinze jours plus tard, un libertaire gardé à vue lors de la rafle policière à Angers l'hiver dernier, se voyait convoqué à Paris chez le juge Le Loir; alors que le dossier d'instruction concernant les vingt-trois inculpé-e-s angevin-e-s avait été clos par le juge et remis au parquet, ce dernier demandait l'inculpation supplémentaire du copain. Si l'on pouvait raisonnablement douté de l'indépendance et de la marge de manoeuvre laissées aux juges d'instruction chargés de tels affaires, éminament politiques, une telle pratique du parquet, représentant du ministère donc du pouvoir politique, clarifie les choses... Ce n'est pas un hasard si Mitterand fleurit régulièrement la tombe de Pétain; les juges français n'ont pas tiré de trait sur les pratiques de la "section spéciale" de Vichy...

1 - Skoazell Breizh, le Secours Breton, est une association constituée en 1969, qui assure le soutien financier des prisonniers politiques bretons et de leurs familles

Une coordination nécessaire à la lutte !

La quinzaine de comités de soutien mis en place suite aux arrestations ont continué d'informer et de mobiliser malgré le peu d'empressement de la presse à relater leurs actions. Néanmoins si nous évoquions dans le n° 22 de Courant Alternatif la nécessité pour les différents comités de Paris, Bordeaux, Angers, Nantes de se coordonner entre eux mais aussi avec la coordination bretonne constituée dés le mois de mai dernier, plusieurs difficultés semblent se présenter.

Premièrement tous les comités ne centrent pas leur mobilisation et leur argumentation sur la défense du droit d'asile et sur la légitimité d'accueillir un réfugié. Pour certains, la mobilisation s'est réalisée d'abord autour de la personnalité même des emprisonné(e)s ; le droit d'asile, le fait que des réfugiés politiques basques fuient la répression et la torture exercées par la "jèune démocratie espagnole" sont restés dans le flou, avec pour conséquence la dissolution du comité dés que la justice relâchait l'inculpé. On imagine mal qu'un tel comité se reformera (avec cette fois une argumentation sur le fond de l'affaire) lors du procés qui viendra tôt ou tard.

Deuxièmement, pour les comités bretons essentiellement regroupés en Basse-Bretagne sur trois départements (ce qui facilite le fonctionnement collectif!), il est indéniable que le sentiment identitaire d'une communauté choquée par la rafle policière a fortement influencé et renforcé la mobilisation massive et rapide (deux mille personnes à Quimper le 23 mai collecte des fonds de soutien par les comités pour les frais d'avocats et les familles des inculpés est gérée par Skoazell Breizh[1].

Cette dimension bretonne n'a malheureusement pas été intégrée trés facilement par les comités du reste de l'Hexagone. Pourtant elle explique le nombre des inculpés bretons et le soutien qui se maintient depuis plusieurs mois(grève de la faim tournante à Brest du 9 au 20 novembre, manif de 250 personnes à Brest le 21 "pour la levée des contrôles judiciaires et des inculpations, l'arrêt de la détention provisoire et la défense du droit d'asile" !). Inversement nous ne pouvons que refuser la raideur de certains à l'idée de travailler avec des comités sous prétexte qu'"ils sont français" ! Il est pourtant clair qu'une telle attitude de repli ne peut qu'apparaître sectaire. Elle ne se justifie pas face à des collectifs de soutien mobilisés contre la traque de réfugiés politiques impliqués dans un mouvement de libération nationale et sociale, type de mouvement que ces mêmes sectaires souhaiteraient voir se développer en Bretagne ! C'est au contraire l'occasion de sortir du ghetto de l'EMSAV... D'autant que certaines forces politiques peu recommandables comme le PS, les Verts et l'UDF finistériens, en prévision des élections en Mars, sont venus courant Novembre apporter un soutien intéressé à leur future clientèle électorale et demander la libération de Véronique Hunaut: "Recomposons, recomposons!! Il en sortira bien quelques sièges !"

Il est à noter que le ministre des Affaires étrangères, Dumas, malgré les protestations de Le Pensec, secrétaire d'état breton, a refusé début novembre de signer la Charte euro-

péenne des langues minoritaires qui prévoit le droit inaliénable des minorités ethniques de s'exprimer et d'utiliser leur langue dans toutes les situations officielles ou privées de la vie courante. Dumas a évoqué l'égalité républicaine entre tous les citoyens pour refuser d'octroyer des droits supplémentaires à certains(!), ainsi que l'édit de Villers-Cotteret de 1539 instaurant le français comme seule langue officielle. Il aurait dû se souvenir de celui de 1532 donnant aux Bretons des droits toujours niés par l'état français.

L'ennemi commun à tous les comités dans cette histoire ce sont les états français et espagnol qui normalisent, ferment les frontières et chassent toute contestation autonome en prévision du futur espace européen capitaliste et policier. Il paraît logique que les comités bretons continuent leur travail collectif propre, mais il est clair que toutes les forces luttant contre la dé-raison d'état doivent s'additionner pour faire reculer le pouvoir. De la même façon, si une coordination hexagonale des comités de soutien se met en place, elle devrait pouvoir travailler en phase avec les comités de soutien aux réfugiés d'Ipparalde (Pays basque nord) qui font face depuis plusieurs années à une criminalisation distribuant allègrement les années de prison.

Une première coordination hexagonale aura lieu le 5 décembre à Nantes. Il est important que des perspectives d'actions et d'expression commune en sortent, tout en tenant compte des spécificités de chacun pour préparer les mobilisations prochaines. Courant Alternatif s'en fera l'écho.

Gérald - Nantes le 27/11/92

Son nom figurerait dans le carnet d'adresses d'un réfugié basque arrêté au printemps dernier! On ne peut s'empêcher d'évoquer Casabonne, cet étudiant pallois actuellement emprisonné depuis plus de cinq ans en prison de haute sécurité en Espagne et accusé d'appartenance à ETA sur la seule "preuve "que son adresse de vacances figurait dans le carnet d'adresses d'un couple de réfugiés hébergés chez lui quelques mois auparavant à Pau et arrêtés en Espagne ensuite. Dans le futur cadre européen on peut s'inquiéter des suites d'une telle affaire quand on se souvient que depuis quelques mois ce n'est plus Scotland Yard mais le MI5, les services secrets anglais, qui poursuivent les républicains irlandais. Récemment un article du journal Le Monde relatait comment un Irlandais réfugié travaillant à Paris avait reçu des menaces de mort et des pressions de la part du MI5.

Libération de Giuliano Cavaterra

Giuliano CAVATERRA incarcéré depuis le 4 août dernier a finalement été libéré le 19 novembre. Arrêté à la suite de l'arrestation d'un réfugié basque à Bordeaux, il reste toujours inculpé pour "complicité avec association de malfaiteurs". Le comité de soutien qui avait organisé plusieurs actions pour demander sa libération - le 26 octobre une manifestation de 150 personnes - continue évidemment son activité. par ailleurs, une réunion de différents comités de soutien de Bretagne ou d'ailleurs qui défendent des personnes inculpées pour des motifs similaires (avoir hébergé ou cotoyé des réfugiés basques) doit se réunir le 5 décembre dans le but d'organiser une meilleure coordination entre ces comités et de se mobiliser notamment pour les premiers procés qui devraient débuter dans quelques mois.

Comité de soutien à G. Cavaterra
c/o L'En-Dehors
6, rue St François 33000 Bordeaux
Tél : 56 92 17 78 (journée).

ON A FAIM

Nouvelles du label (n°2 - novembre 92)

En ces temps de morosité ambiante, ça bouge sur On a faim ! Label ! Tout d'abord l'album tant attendu, Désert Culturel, «Plus d'espoir que de haine» ; quatorze titres plus rageurs les uns que les autres, des textes qui sortent de l'ordinaire, un trio qui a de la pèche à nous faire partager ! Ceux qui comme nous ont apprécié leur premier disque «Tant qu'on aura la colère» constateront la maturité acquise par le groupe. les autres découvriront DESERT CULTUREL et vont se prendre une vraie claque ! Ensuite la compilation sur la Résistance indienne à 500 ans d'exploitation US que nous avons finalement baptisé «POGO AVEC LES LOUPS». 18 groupes se sont retrouvés autour du feu pour danser ce Pogo en hommage à tous ceux pour sui le rêve américain fut et reste un cauchemar. Les guerriers sont toujours debout ! Negu Gorriak, Anhrefn, Kochise, Ludwig von 88, Agent 86, King Biscuit Entertainment, Rythm activism, Mr Moounlight, Moss Icon, Undolor, Les Seminoles, Raymond et les Blancs Becs, Rythm Collision, Les tambours Yeah et les P'tits fiers, Bloody muesly ont participé à cette initiative.
Enfin, le premier 45t des Too Mad Boys, des toulousains qui mélangent avec talent reggae, ragga, dub, funk, jazz, dance, le tout servi très chaud sur des textes politisés et marrants... « Who's Jimmy annonce déjà une suite prometteuse ! Roy, le chanteur des Too Mad Boys n'est pas un inconnu pour ceux qui suivent les aventures du mouvement alternatif depuis longtemps, puisqu'il s'occupait du zine «La Bible», d'un label de K7 et du groupe OMG.

Pour recevoir le catalogue du Label : ON A FAIM ! LABEL, BP 166, 86004 Poitiers cedex.

L'EPINGLE NOIRE

Ce zine, sur papier recyclé, bien fait, sur 30 pages, en est à son numéro 3.
Au sommaire : interviews de groupes de zique : Political Asylum (Ecosse), Therapy (Irlande), Citizen Fish (Angleterre)... Un peu d'histoire : Ravachol ; présentation des groupes politiques anglais (Class war, Class struggle, anarchist network), interview des cahiers antispécistes lyonnais (revue de lutte pour la libération animale).
11F port compris chez Lagadeux Yeun, 3 rue du Gal Leclerc, 35580 Guichen.

PAVILLON 36

Après un an d'absence le n° 10 de Pavillon 36 vient de sortir. Au sommaire, interviews de Sourire kabyle, Kochise, Dileurs, Rage dedans, Neurones en folie.... 5 F, association P 36, Arnaud Martin, 66 Celles, 88120 Saint Ame.

QQRYQ PRODUCTION

C'est un label polonais qui distribue des disques et des K7 pas chers de divers groupes HC, Punk, expérimentaux dont les excellents Cvzarnobyl Zsros - groupe à textes lucides à propos de l'Etat, la folie, la pourriture politicienne, le suicide, etc., ou d'autres groupes polonais comme Od Jutra, Schizna (tous excellents). Ecrivez-leur, ils sont vraiment sympas : QQRYQ PRODUCTION. P.O. BOX 45. OZ-792 WARSZAWA 78, POLAND.

MORE SONG ABOUT PLANTS AND TREES...

Ce 45 t regroupe 4 groupes HC punk, le thème est la défense de la nature (tous les bénéfices vont à divers orgas écologistes), plein d'infos, d'adresses, la musique est excellente (surtout antischism, cringer), disponible à KATAKOMB, 57 rue St-Vivien, 76000 Rouen et également à Nabata.

DISAFFECT "EP"

Groupe écossais à deux vois (une féminine, une masculine) sorti sur le label belge Nabate (très bon), ce 45t est le premier du groupe après 1 ou 2 demo, ils jouent un punk HC tres puissant, très politisé, les paroles sont traduites en français (une fois n'est pas coutume) etc 'est super (ça parle de nature, des machos, animaux, racisme, fascisme)... la pochette est superbe, rien à jeter, disponible) NABATE Records, BP 92, 4000 Liège 1, Belgique.

STAR

Le journal de celles et ceux qui rêvent de toucher les étoiles !

«On voudrait nous faire croire que l'homosexualité est une tare. c'est "un truc de dégueulasses" dont on ne nous parle absolument pas à l'école. Les cathos et autres intégristes moyennageux disent que c'est contre nature. la presse non-spécialisée nous en parle en terme de chromosomes dans le genre dégénéré... Et dans cette Europe de plus en plus réactionnaire, sexiste et patriarcale, le sénat français a tenté l'année dernière de nous pondre un projet de loi anti-homo. En Angleterre, les sections 25-28-32-en-veux-tu-en-voilà, interdisent toutes infos, propagandes ou financement public des groupes lesbiens ou gays, et enferment ceux qui osent... En Irlande, l'homosexualité est passible de la peine de mort (dans la constitution du moins !). Des USA à la Chine, de l'Afrique du Sud à la Sibérie, des Etats totalitaires à certains mouvements révolutionnaires, dans nos rues dans nos parcs, les PD sont chassés, les agressions et les meurtres de lesbiennes continuent. Et pour enrober toute cette joie de vivre, le bon dieu et ses laboratoires nous ont chié le HIV/SIDA, ce qui a bien facilité les campagnes homophobes et les campagnes contre l'amour libre de ces dix dernières années. OUF !!! Il est donc temps de reprendre les choses en main surtout que ça brille pas vraiment non plus dans nos milieux radicaux, squatts, antifascistes, etc... Là aussi, les tabous persistent, les misères affectives et amoureuses nous minent le moral et nous reproduisons souvent ce que nous combattons de ce monde immonde... »
Voilà, le ton est donné par cette première partie de l'édito du numéro O de Star. Le numéro 1 sort prochainement (articles sur le SIDA, Prison-psychiatrie, sexualité-répression...), le prix en est libre et on peut leur écrire et commander à STAR, c/à MAB, 37 rue Burdeau, 69001 LYON.

Dette, dictature... contre développement, démocratie, l'Algérie en 4 dimensions

La mise en place du Haut comité d'Etat (HCE) ne vise pas à garantir la sauvegarde des libertés démocratiques, mais bien plutôt le paiement de la dette et l'application des plans du Fonds monétaire international (FMI). Le HCE n'est pas le garant de la démocratie et de la modernité qu'il prétend être. Au contraire, l'Etat qu'il préserve est un Etat totalitaire, l'exemple de l'école algérienne le démontre.

Le mois d'octobre 1992 est un mois de trahison pour les peuples qui ont été colonisés. La mémoire collective internationale dans l'hypocrisie générale n'a-t-elle pas, en effet, transformé le génocide des peuples indiens en une immonde fête ?

De même, en France, la manifestation commémorant le massacre de plus de 200 Algériens le 17 octobre 1961 à Paris (par les sbires de Papon alors préfet de police de Paris) a été interdite. Pour cette mémoire sélective, il fallait préserver l'image de marque de notre chère cinquième République.

Mais en ce mois d'octobre 1992, la trahison pour les Algériens, c'est celle commise envers octobre 1988 et le 5 décembre 1988.

Ce jour-là, le ministre des affaires étrangères algérien fait un discours devant les Nations-unis : «*L'ordre de paix authentique ne sera pas simplement celui qui assurera à l'humanité qu'elle ne sera pas détruite, mais bien celui qui définitivement lui assurera les moyens de sa survie sûre et décente*», en effet «*Le sous-développement a ses coûts économiques, mais surtout ses coûts politiques et sociaux, et nous les payons. Mais jusqu'à quels prix et jusqu'à quelles limites ?*»

Au même moment, et le ministre ne le sait pas, la jeunesse lui donne une réponse cinglante. Les manifestations, fruits de l'aspiration démocratique de la jeunesse, vont subir la terrible répression d'un appareil d'Etat particulièrement violent. Mais sous les corps de centaines de morts, un vent de changement peut prendre appui. Le pouvoir tente par une nouvelle constitution (23.02.89) de gagner du temps et d'enfermer l'opposition dans un débat sur les réformes politiques à travers des libertés surveillées. Des nouvelles lois sont adoptées, autorisant les associations à caractère politique. Mais les réformes juridiques ne font que suivre les mouvements sociaux et, entre 1984 et 1988, le nombre d'associations religieuses augmente de 240 %.

Premier temps fort, les élections communales remportées par le FIS. Le mouvement politique (plus de 40 partis politiques créés en 3 ans) réclame maintenant le pouvoir central ; dans un premier moment l'Assemblée nationale puis ce sera la Présidence. Le pouvoir lâche des élections pour juin 1991. Mais l'état d'urgence est proclamé face à la grève organisée par le FIS dont le programme réactionnaire inquiète à juste titre de nombreux Algériens. Le 26 décembre 1991 sont organisées à nouveau les élections législatives. Le FIS remporte ce premier tour avec presque la moitié des sièges au parlement, mais seulement avec un quart des voix (3 260 222 sur 12 millions d'électeurs).

Le 11 janvier 1992, le président annonce la démission et la dissolution de l'assemblée nationale dont le président aurait dû assurer l'intérim présidentiel. Or, celui-ci était proche du FIS, d'où ce court-circuitage constitutionnel. Mais, la constitution ne prévoyant rien dans un tel cas, le haut conseil de sécurité est réuni. celui-ci déclare la poursuite du processus électoral impossible, proclame un haut conseil d'Etat avec Boudiaf comme président.

Boudiaf, le titulaire de la carte n°1 du FLN puis créateur du Parti révolutionnaire socialiste (PRS), opposant au FLN qu'il qualifiait de fasciste dès 1962, emprisonné à cette époque, exilé en France puis au Maroc où il adopte les positions de « notre ami le roi » sur le Sahara occidental, devient l'homme providentiel. En effet, il apparaît comme propre, il n'a pas touché au pouvoir depuis 1963 ! Mais ses limites sont nettes, son programme ni figue ni raisin. Il soutient le HCE dont le «boucher», pardon, le général Nezza, est membre (auteur du massacre d'octobre 1988). Toutefois, il gêne une partie de l'appareil d'Etat qui le fait assassiner le 29 juin 1992. Cette fois-ci, les militaires, les colonels algériens ont le champ libre. Ali Kafi devient président du HCE. L'Algérie échappe au totalitarisme du FIS pour tomber dans celui des colonels.

«*Notre Algérie va échouer entre les mains des colonels, autant dire des analphabètes. J'ai observé chez le plus grand nombre une tendance aux méthodes fascistes. Ils rêvent tous d'être des sultans au pouvoir absolu. Derrière leurs querelles, j'aperçois un grand danger pour l'Algérie indépendante, ils n'ont aucune notion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité entre citoyens. Ils conserveront du commandement qu'ils exercent le goût du pouvoir et de l'autoritarisme. Que deviendra l'Algérie entre leurs mains ?*» C'est à cette question que pose le colonel Lotfi que nous allons répondre.

Rentrée des classes, normalisation politique, économie de guerre

La rentrée de la classe militaro-politico-religieuse a été donnée par trois discours :

- Celui du ministre des affaires religieuses pour l'anniversaire du prophète Mohamed.
- Celui du premier ministre pour annoncer l'économie de guerre (mais contre qui ?)
- Celui d'Ali Kafi dans un discours à la nation.

Quelle est la légitimité du HCE ? Elle ne peut venir de l'ordre juridique constitutionnel algérien qui ne connaît pas de HCE, ni du peuple. Donc, légalement, celui-ci n'a aucune légitimité. Ali Kafi usurpe le titre de président, Belaid Abdel "Salam" celui de premier ministre. A écouter le HCE, cette légitimité provient de la situation exceptionnelle du pays, de la nécessité de la continuité de l'Etat face à la violence et au terrorisme. Ainsi, tant que la violence existe, le HCE serait légitime. N'a-t-il pas intérêt à ce que celle-ci continue très longtemps ? (La mort de Boudiaf devient plus claire).

C'est l'une des raisons qui font que le HCE est engagé dans un processus de normalisation politique sous deux aspects : création d'un conseil consultatif national et discussion avec les partis tolérés (ceux qui sont parasitaires de la vie politique).

Une des autres raisons est le retour à la stabilité réclamée par le FMI, la Banque mondiale et la CEE, car un des éléments de l'équation algérienne est le rôle de ces instances internationales. C'est pour leur compte que le pouvoir confisque les libertés publiques : liberté de presse, libertés politiques, mise en place de lois scélérates, suppression des élections. Pourquoi ? C'est qu'il faut détruire tout obstacle au paiement de la dette, à la vente des hydrocarbures algériens.

Or les deux partis en tête le 26 décembre 1991 (le FIS et son totalitarisme religieux et le FFS d'Aït Hamed, membre de l'internationale socialiste dont Mauroy est le président) avaient déclaré qu'ils supprimeraient la loi cédant le propriété algérienne. En effet, cette loi et le paiement de la dette contreviennent à la souveraineté algérienne, au droit du peuple à disposer de lui-même et de ses ressources, mais aussi aux Droits de l'Homme !

Cette dette pèse sur la vie quotidienne des différentes classes sociales :

- Chômage et misère seront aggravés par cette économie de guerre imposée par le FMI.
- 40 % des entreprises sont en chômage technique en Oranie, 25 % tournent à 10 % de leur capacité car les importations sont réduites.
- L'Algérie perçoit 12 milliards de dollars annuellement, 9 milliards partant au service de la dette, soit depuis 1988 : 4x9=36 milliards. Or, la dette algérienne est de 25 milliards : elle a donc été déjà largement payée plus que de raison : c'est un pillage. Il ne reste que 3 milliards pour faire vivre 25 millions d'Algériens et faire tourner l'économie, les services publics. C'est pourquoi tout est cher. Avec le salaire moyen mensuel qu'il a, un travailleur ne peut acheter que 12 kilos de viande pour sa famille de 5 personnes. En cette période de rentrée des classes, les fournitures sont à prix d'or. Aller à l'école devient un luxe.

Une école totalitaire

Dans cette école, les enseignants n'ont aucune liberté pédagogique. Ils sont prisonniers de fiches «pédagogiques» qu'ils sont tenus de recracher, d'où un appauvrissement cruel du contenu de l'enseignement.

Le lieu de ce conflit traditionnel, la mosquée, a été remplacée par l'école :

- conflit linguistique (arabe-français-amazigh)
- conflit idéologique (modernité/archaïsme, démocratie/nationalisme totalitaire).

En Algérie, 60 % de la population a moins de 25 ans. l'éducation est donc un secteur clé. Or, 53 % des enfants sont exclus du système en troisième. 70 à 80 % du restant seront exclus avant la terminale. Usine à exclusion, l'école crée des armées de travailleurs informels qui rejoindront l'économie parallèle du "trabendisme" (contrebande) dans le meilleur des cas, le FIS dans le pire.

Ce n'est pas simplement le caractère sélectif de cette école qu'il faut combattre, mais les valeurs qu'elle propage. Soumettre l'enfant futur citoyen-sujet à un gavage idéologique pour obtenir son adhésion à des valeurs qui légitiment et légitimeront l'Etat et que celui-ci représentera aux yeux de ce citoyen. L'instrumentalisation de l'école algérienne n'a donc pas pour objet d'arracher à l'ignorance et à l'obscurantisme des enfants en poursuivant le développement de la pensée rationnelle, de l'esprit critique, de la tolérance au détriment du fatalisme. On peut en effet poser cette question comme le fait un sociologue algérien : «*La tenue afghanè* (c'est-à-dire intégriste) *portée parfois ostentatoirement dans nos rues a-t-elle à voir avec ce qui est enseigné, c'est-à-dire avec un endoctrinement par l'école ?*» La réponse est oui ; l'école joue un rôle déterminé par rapport et dans un Etat totalitaire. Celui-ci est fondé sur un mythe : l'islamité, l'arabité de l'Algérie comme élément identitaire national. L'Etat ne reconnaît pas la liberté religieuse : les non-musulmans n'existent pas dans le droit algérien, la laïcité non plus. On enseigne donc le Coran dans les écoles, interdisant dans les faits la liberté de conscience et la liberté religieuse. En promouvant depuis 1962 le caractère islamique de l'Algérie, le FLN a fait le lit du FIS. Les deux fronts ont des programmes totalitaires comportant des analogies :

- Tous les deux sont des fronts.
- Tous les deux proposent une délivrance : Libération et Salut sont synonymes.
- De plus, d'après la constitution, National et Islamique forment le caractère identitaire des deux organisations.

Comme le dit le journal satirique *El Manchar* n°44 (La Scie), «le père du FIS est le FL Haine».

Les valeurs défendues par l'Etat algérien sont donc des valeurs nationalistes dans un sens totalitaire. Est-ce cela que le HCE défend ? Si oui, il n'est pas le défenseur de la modernité qu'il prétend être, car il participe à cette confiscation de l'histoire de l'Algérie depuis 1830 et aussi depuis 1962.

Le contenu de son existence est donc à rechercher ailleurs que dans la défense de la modernité que représenterait l'Etat.

Réfléchir sur ces problèmes de la confiscation de l'histoire, sur le problème de la dette, c'est rechercher les éléments de la solution de cette crise. Ces éléments sont le non-paiement de la dette, la réappropriation de l'histoire du peuple algérien;

«*L'histoire de l'Algérie n'a pas commencé ni le premier novembre 1954, ni depuis la conquête coloniale, ni à l'arrivée des arabes, pas plus qu'elle n'a commencé depuis la conquête romaine. Elle s'étend sur plus de 25 siècles, depuis que notre peuple a émergé de la préhistoire et qu'il s'est dénommé les Amazighs, c'est-à-dire les hommes libres*» Dixit ? Un colonel, bien sur...

Karim - Reims

Les Corses dans la rue, l'Etat dans l'impasse

Depuis un an, la dynamique impulsée par Corsica nazione gêne fortement l'Etat français. Au succès remporté par cette liste nationaliste commune lors des élections territoriales de mars 1992 (16,85 % des voix, 9 élus) et au «non» émis par la population corse sur l'Europe de Maastricht (57 % des voix contre, mais surtout 45 % d'abstentions), le gouvernement socialiste a répondu, d'une part, en poursuivant ses manœuvres pour déstabiliser le mouvement nationaliste, d'autre part, en refusant de reconnaître l'existence d'une langue et d'un peuple corses par la signature de la « Charte européenne des langues minoritaires » et l'acceptation d'un statut fiscal dérogatoire pour la Corse, dans le cadre de l'harmonisation européenne prochaine (janvier 1993).

Enfin, dans le dessein de contrecarrer la manifestation du 28 novembre qui doit rassembler, à l'appel de Corsica nazione, toutes les forces politiques insulaires sur la revendication de ce statut fiscal dérogatoire, il a lancé à la mi-novembre une vaste opération de police contre les militants nationalistes. Une fois de plus, la situation est explosive dans une île confrontée à une grave crise économique.

Dans un *CA* de l'hiver 1989, nous étions arrivés à un tournant de la politique gouvernementale française par rapport au mouvement corse. Nous avions en effet vu comment, après plusieurs années de répression, le pouvoir révisait sa stratégie, à partir de 1988, et ce pour plusieurs raisons :

- *le succès des « contre-pouvoirs » nationalistes dans les entreprises.* La dynamique que les *associ* impulsaient sur l'idée d'une libération sociale « complément naturel, direct de la libération nationale », était telle qu'ils menaient rapidement le jeu dans de nombreux secteurs de la vie économique, gagnant des luttes et semant des structures syndicales tant dans le privé que dans le public (grandes surfaces, bâtiment, pompiers, sapeurs forestiers, PTT, chemin de fer, hôpitaux, transports...);
- *l'impasse sur laquelle débouchait la spirale attentats-répression,* la position dure tenue par Pasqua n'ayant entraîné qu'une solidarité accrue envers les militants corses;
- *l'échéance proche de l'Acte unique européen,* la Corse pouvant constituer un bon terrain d'expérimentation pour de nouvelles compétences régionales.

Après le bâton, le gouvernement socialiste revient donc à ses premières amours : comme en 1981 et comme en Kanaky ou en Euskadi-Nord, il ne parlera, pendant deux ans, que d'instaurer un statut spécial, sur fond de négociations, de trêve et d'amnistie... une carotte tendue par le nouveau ministre de l'Intérieur Pierre Joxe à une partie des dirigeants corses afin de les attirer dans ses rets et de casser le mouvement nationaliste[1].

1 - Pour plus d'informations sur la période 1981-1991, se reporter à la brochure supplément à *Noir et Rouge* (12 p., 12 F) : *Le Mouvement corse contre l'Etat français — une décennie de luttes,* ou au n° 24 de cette même revue (36 p., 22 F. Adresse : Chez DLE, 20 avenue Weber, 93500 Pantin).

Le chant des sirènes socialistes

En 1988, Rocard s'avance sur le terrain des nationalistes :

- il libère peu à peu les prisonniers politiques corses (jusqu'en août 1989);
- il contraint les élus des partis traditionnels à accepter que le drapeau corse soit placé sur les bâtiments publics, et surtout qu'une motion votée à l'Assemblée régionale reconnaisse « l'existence d'une communauté historique et culturelle vivante, regroupant les Corses d'origine et les Corses d'adoption : le peuple corse »;
- il s'engage, à travers une loi de décembre 1988 qui limite l'exercice du vote par procuration, à «moraliser la vie politique», ainsi que le réclament les nationalistes depuis des décennies.

Sur ces entrefaites éclate la grande grève de l'hiver 1989 qui va paralyser l'île pendant des semaines. Le 20 février, CGT, CFDT et FO des services sociaux appellent en Haute-Corse à débrayer pour obtenir une « prime d'insularité ». Le gouvernement s'efforce d'abord de négocier, puis laisse pourrir la situation en tentant de mouiller les nationalistes. Ceux-ci, comme les autonomistes, hésitent jusqu'à la mi-mars à entrer dans un conflit qui, par son absence de perspectives, leur semble mal poser les problèmes. Mais quand Rocard dénonce le fonctionnement de la continuité territoriale et le mauvais contrôle des trusts à l'exportation, le STC, *associu* des entreprises privées, se déclare prêt à négocier si le pouvoir accepte de traiter les problèmes concernant les « intérêts collectifs du peuple corse » et si les mesures transitoires que les nationalistes préconisent sont mises en route. Le pourrissement de la grève, qui entraîne une reprise progressive du travail en Haute-Corse à partir du 26 avril, l'empêchera toutefois de s'engager plus avant dans cette direction.

Rocard tire les leçons du grand mouvement social insulaire en promettant que le gouvernement traitera «de façon particulière le cas particulier de la Corse». Et Joxe multiplie les contacts avec les différents groupes politiques pour construire

une « majorité de progrès » devant favoriser la décentralisation de 1992. Selon ses vœux, la Corse devient une collectivité territoriale administrée par une Assemblée et un Conseil exécutif, avec des compétences élargies dans les domaines culturel et économique par rapport au « statut particulier » qui régissait l'île depuis 1981. Mais l'Assemblée nationale va amoindrir son plan en définissant le peuple corse comme une « composante du peuple français ». Quant à la «révision» des listes électorales promise, elle fera l'objet de nombreuses critiques par ses limites et ses incohérences.

L'opération charme lancée par le gouvernement vers les nationalistes incite partis et syndicats de gauche à se rapprocher de ces derniers... qui, désireux de se développer en s'ouvrant aux « forces progressistes » corses et non corses, vont à plusieurs reprises se trouver coincés entre un adversaire (l'Etat socialiste) et un «partenaire» (le PS). Par exemple, le « Plan de réappropriation de la langue et de la culture corses par l'enfant à l'école » que proposent les *associ* au gouvernement en février 1989 recevra l'appui des socialistes, des rénovateurs, des cédétistes... Et cette «collaboration» créera bien des remous dans les rangs nationalistes.

La tension qui ne cessera de croître tout au long de l'année 1990 finira par entraîner des ruptures tant dans le mouvement légal que dans le mouvement clandestin. Les deux principaux points de désaccord portant sur la conduite à observer face au pouvoir et à ses relais (les partis et syndicats de gauche) et sur le rôle du Front dans la lutte de libération nationale.

A Cuncolta, la plus importante des organisations nationalistes, scissionne fin 1990 (son organe de presse prend pour nom *U Ribombu di a Corsica nazione*) ; une partie de ses dirigeants et de ses militants crée le 1er décembre le Mouvement corse pour l'autodétermination (dont le périodique s'appelle *Paese*). Parallèlement, le FLNC éclate entre un «canal historique» (proche de A Cuncolta et partisan d'un débat interne sur l'attitude à adopter par rapport au pouvoir) et un «canal habituel» (proche du MPA et partisan d'un débat sur le même thème, mais élargi aux *associ* et aux «forces progressistes»). Enfin, l'association de soutien aux parents de détenus A Risposta reste dans le courant MPA, alors que A Cuncolta crée Patriotti pour remplir les mêmes fonctions...

Les rapports deviennent très difficiles dans les milieux nationalistes — le recours à la force «réglant» à plusieurs reprises les désaccords. Nombre d'*associ*, déchirés entre partisans de A Cuncolta et partisans du MPA, sont à la limite de l'éclatement. Quant aux deux principales structures clandestines (d'autres groupes — R ou Resistenza, A droga basta... — étant apparus dans l'intervalle), leur stratégie diverge rapidement : le FLNC - canal historique signe sa première nuit bleue le 4 janvier 1991 tandis que le FLNC - canal habituel déclare le 10 du même mois un «gel total» (mais quelque peu en pointillé) de ses actions militaires.

Dis-moi qui tu fréquentes...

Plusieurs données expliquent ces divers clivages :

• *la lassitude, l'envie d'aboutir vite que ressentent de nombreux militants*, après des années d'engagement;

• *l'ambition personnelle de certaines «personnalités» nationalistes.* Le pouvoir les a flattées en les considérant comme ses interlocuteurs privilégiés. «Distinguées» par lui, elles ont l'impression de détenir un réel pouvoir et de pouvoir peser par leurs choix sur la société insulaire ;

• enfin et surtout, *l'absence de positionnement politique précis dans le mouvement corse.* Si le PS a ponctuellement réussi à y semer la pagaille, c'est bien en raison de ses carences.

- D'abord, *l'implosion du mouvement corse ne correspond pas tant à des divergences idéologiques marquées qu'à des désaccords sur des choix tactiques, des luttes de pouvoir et des querelles de personnes.* Le phénomène de leaderisme étant très développé en Corse, les «chefs» influent sur de véritables fiefs géographiques, comme dans le système clanique — par exemple, le MPA est surtout implanté en Corse-du-Sud, où résident la plupart de ses leaders (sur les dix premiers de sa liste pour les territoriales, seul Léo Battesti était du Nord). Moins les militants sont formés sur le plan politique, et plus le phénomène de personnalisation joue. L'interclassisme est en général vécu sans problème : il n'y a pas, d'un côté, de sympathiques partisans d'une pure et dure lutte de classes, et, de l'autre, d'affreux représentants de la bourgeoisie. Confusionnisme et opportunisme règnent souvent. Ainsi est-il tout à fait piquant de voir le PS fricoter avec un homme tel qu'Alain Orsoni, qui a milité à l'extrême droite avant de devenir un des dirigeants nationalistes les plus connus et la tête de liste du MPA aux territoriales... mais cela n'a rien de surprenant aux yeux des Corses.

- Ensuite, *l'accent est fréquemment mis aujourd'hui, dans les discours, sur le culturel plutôt que sur l'économique et le social.* (*U Ribombu* reflète cette mise en sourdine des luttes : il publie beaucoup moins d'enquêtes, d'interviews et d'études sur des secteurs économiques qu'au cours des années précédentes, et se contente de rapporter les activités internes de tel ou tel *associu*) ;

- Enfin, *la violence dans les actions commandos ne représente pas tant un moyen politique que la manifestation d'un penchant machiste pour les armes et les actions prestigieuses.*

... je te dirai qui tu es

Les repères gauche-droite n'ont jamais signifié grand-chose en Corse (hormis pour les communistes, sans doute), car les regroupements s'opèrent sur d'autres critères. Mais le vernis «socialiste» dont certains leaders de A Cuncolta ont enrobé leurs propos vers la fin des années 80 leur a (par moments) attiré des sympathies dans les milieux «de gauche». Alors, ils ont joué cette carte, avec plus ou moins de conviction et de sincérité, comme ils auraient pu en jouer une autre... dans la plus pure tradition clanique. De même, ils n'ont contesté la hiérarchisation des structures de lutte que lorsqu'ils en ont perdu le contrôle (voir Pierrot Poggioli, leader du mouvement, devenant critique de sa «ligne» lorsqu'il est poussé dehors à l'été 1989). Bref, si le mouvement corse s'inscrit aujourd'hui dans le sens d'une lutte de libération nationale et sociale, c'est

bien davantage grâce à l'activité des *associ*, à l'expérience des conflits dans le monde du travail, qu'à partir de théories révolutionnaires prônées par quelques chefs de file. Et si une ligne de démarcation peut être tracée entre les courants nationalistes actuels, c'est essentiellement en fonction de leur attitude vis-à-vis de l'Etat et du PS. Par ailleurs, depuis des années, l'accent est mis dans la plupart des cercles nationalistes sur l'autodétermination plutôt que sur l'indépendance — le MPA s'étant d'ailleurs d'entrée de jeu fixé un tel objectif.

Les ruptures qui se sont opérées à l'intérieur du mouvement corse découlent aussi d'un conflit de générations. Certains de ceux qui ont établi leur pouvoir à partir d'un séjour en prison effectué dans la décennie 70 ont écœuré des militants plus jeunes par leurs magouilles et les profits que leur procurait leur position dominante (ils ont été désignés comme « nouvelle caste politico-mafieuse »). Certes, la campagne menée contre eux dans les médias a servi le pouvoir par son effet déstabilisateur; mais des connexions avec le milieu sont connues, et les nier ne ferait que desservir la lutte d'émancipation corse.

Si l'on peut placer le Mouvement pour l'autodétermination « plus à droite » que A Cuncolta sur l'échiquier politique, cette vague distinction doit être nuancée par la présence en son sein, dès sa création, de gauchistes à l'origine du STC et y occupant encore des postes clés. Néanmoins, les petits commerçants, qui comptent dans sa base militante, marquent le MPA de leur esprit facilement poujadiste. Par ailleurs, à son premier congrès, il a troqué le « socialisme original » (prôné en janvier 1990 par le FLNC dans son avant-projet de société) contre l'économie de marché — au nom du modernisme et pour se démarquer des organisations nationalistes «archaïques», incapables de comprendre l'évolution du monde... La carte de la démocratie libérale que jouent désormais ses dirigeants va de pair avec leur « sens des affaires » et contribue au développement d'une nouvelle couche bourgeoise.

Mais, encore une fois, les positionnements à l'intérieur des appareils nationalistes sont des plus variés, leur addition souvent étrange et inexplicable à partir des seuls critères idéologiques, et des lignes de fracture sont décelables ici comme là[2]. (Nombre de militants ont adhéré au MPA parce qu'ils en avaient marre du fourre-tout que constituait A Cuncolta — et que peut constituer Corsica nazione en rassemblant autonomistes, Verts, nationalistes de droite ou de gauche. Seulement, on le voit, le MPA a reconstitué dans une version droitière un semblable fourre-tout.)

De plus, ces appareils servent souvent un discours assez « tarte à la crème » sur les nécessaires défense de la démocratie, transparence des débats, moralisation des mœurs politiques, prise en compte des problèmes de société, dénonciation d'une « dérive mafieuse » (chez les autres), et surtout sur l'incontournable légitimité de «leur» Front.

2 - Dans tous les partis insulaires, les scissions sont possibles et fréquentes, aux échéances électorales, en fonction des intérêts politico-économiques en présence. Mais, malgré ces séparations, des liens existent entre tous les divorcés, qui autorisent tous les remariages...

Le contre-chant (comme il se doit... polyphonique) du mouvement corse

Aux municipales de 1989, la liste Per un avvene corsu des nationalistes et des autonomistes avait remporté un certain succès : deux élus à Bastia avec 9,57 % des voix, 1 à Corti avec 13 %, 5 à Aiacciu avec 23 % (à 200 voix de la liste PS, PC et MRG).

Aux européennes de juin, Max Simeoni, troisième sur la liste des Verts français, représentait l'ensemble du mouvement corse. Sa participation à l'élaboration du plan Joxe entraînait les mois suivants une rupture avec ses associés (la liste Populu vivu, qui remportait 13 % des voix à Bastia aux municipales de 1990, était impulsée par les nationalistes seuls). Mais cette rupture était de courte durée puisque l'UPC, I Verdi corsi (Verts) et A Cuncolta signaient un nouvel accord au printemps 1991, donnant naissance à Corsica nazione pour les territoriales de 1992. Entente qui s'est maintenue, en dépit de la stratégie antinationaliste impulsée par le gouvernement, des dissensions internes apparues et des difficultés inhérentes au mouvement corse dont nous avons parlé plus haut.

De ce fait, les fondateurs du MPA se sont rapidement trouvés en marge du mouvement, et périodiquement contraints de rechercher des alliances à l'Assemblée territoriale ou ailleurs. Mais l'image de corruption qui colle de plus en plus à la peau de certains de ses représentants (notamment depuis l'annonce publique de l'enquête menée par la justice sur les «affaires» d'Alain Orsoni) porte préjudice à leur mouvement.

De son côté, l'Etat socialiste n'a pas réussi à impulser la « troisième voie » de ses rêves (amalgame de nationalistes, autonomistes, forces de gauche réformistes et figures de la droite libérale). Il a donc dû, après les territoriales, mettre en place une nouvelle stratégie contre la lutte de libération nationale.

En finir avec la clandestinité ?

Jusqu'à ces derniers mois, les socialistes ont eu tendance à laisser pourrir la situation en Corse — histoire d'offrir à la droite, aux prochaines législatives, un cadeau très empoisonné. Face à une classe politique insulaire aux abois et soucieuse de noyer les problèmes, face à une Assemblée territoriale sans pouvoir ni ambition (l'exécutif de Baggioni et Rocca-Serra ne voulant pas rendre de comptes, peu de sessions ont une quelconque efficacité), face à une société bloquée et confrontée à une grave crise économique, seuls les nationalistes seraient en mesure de constituer une alternative s'ils parvenaient à définir le plus largement possible des objectifs clairs. L'Etat français l'a bien compris, qui s'attache à cultiver dans leurs rangs une zizanie dont les travers du mouvement (incessantes querelles de chefaillons, fréquentes pratiques antidémocratiques, changeantes options politiques...) favorisent en permanence l'émergence.

U Ribombu du 29 octobre dernier dénonce la campagne orchestrée en haut lieu contre A Cuncolta et le FLNC, à partir du «débat» sur l'action du FLNC :

« Aux appels publics à la désertion de la lutte s'ajoutent les invitations "fraternelles" ou "paternelles" à remiser armes et cagoules au magasin des accessoires pour mieux solliciter un droit d'entrée (et de regard) au club du nationalisme branché, soucieux de respectabilité bourgeoise, impatient d'arriver aux leviers de commande du système. »

L'hebdomadaire de A Cuncolta fait à plusieurs reprises référence, dans d'autres numéros, à la « sorte de guérilla interne » qui vise à enterrer la lutte armée, et il souligne le danger d'un tel abandon :

« Quelles garanties d'entente, de cohérence, d'efficacité, de durée offrirait une nébuleuse d'étoiles filantes du nationalisme regroupant des "modernes" qui ont claqué la porte voici moins de deux ans, des anciens ou archaïques accablés de toutes les tares de l'univers, des partisans et des adversaires de la libération nationale, des réformistes et des révolutionnaires? Des hommes, des formations qui sans la moindre velléité de concertation ont appelé les uns à dire "non" à l'Europe du capital et des inégalités, les autres "oui", d'autres encore ni "oui" ni "non" ? Quelles garanties de respect de décisions éventuelles ces mêmes formations pourraient-elles valablement donner alors que l'une d'entre elles au moins ne respecte même pas les engagements élémentaires pris, au printemps, devant le corps électoral ? [...] Que deviendrait Corsica nazione ? [...] A qui pourrait profiter la dislocation de [cette] deuxième formation politique de Corse, arrivée en tête à Bastia, notamment, ainsi que dans d'autres villes ou communes importantes, susceptible donc de transformer, sur le terrain municipal, l'essai concluant des territoriales ? [...] Offrir une place officielle au sein de la Cunsulta [instance décisionnelle de A Cuncolta] aux clandestins, ou bien cela n'a pas de sens, ou bien cela veut dire : sortez de la clandestinité. Pour entrer en prison ? [...] »

Le gouvernement ne s'en tient pas là : la répression policière ne cesse de grandir en Corse. En juin 1992, déjà, déploiement de forces et rafle massive ont permis contrôles et interpellations. Mais c'est la question du statut fiscal qui a déclenché, en novembre, les plus importantes opérations de police. Le 6, le village de Ghjirulatu a été investi par l'armée, le préfet de police et le procureur. Le 17 s'est déroulée une nouvelle grosse opération, au cours de laquelle plusieurs responsables et élus de A Cuncolta ont été arrêtés (24 personnes interpellées au total — parmi lesquelles de nombreuses femmes, fait assez nouveau). Le « temps des dragonades est revenu », comme l'a souligné Edmond Simeoni, porte-parole de Corsica nazione ; il s'agit d'affaiblir la principale structure de ce regroupement. L'offensive du 17 a été bien préparée : fuites organisées à l'intention des journalistes, lignes téléphoniques de militants tombées opportunément en panne... Jean Biancucci, élu territorial d'A Cuncolta, a été assiégé à Cuttuli et conduit *manu militari* au commissariat d'Aiacciu. Un autre dirigeant d'A Cuncolta (membre de son exécutif), Jean-Michel Emmanuelli, a également été arrêté[3].

Motif invoqué pour déclencher les hostilités : le démantèlement du FLNC - canal historique. En fait, les médias hexagonaux se sont presque aussitôt accordés à reconnaître la maigreur des résultats obtenus. L'acharnement du gouvernement traduit surtout le souci de criminaliser l'organisation nationaliste en laissant planer un doute sur ses représentants. Malheureusement pour lui, il semble obtenir l'effet inverse, puisque même le MPA a condamné son action et qu'un rassemblement spontané s'est effectué le soir des événements devant le commissariat d'Aiacciu.

La manifestation sur le statut fiscal à laquelle appelle Corsica nazione pour le 28 novembre recueille en effet beaucoup d'adhésions. Parce que l'absence de dérogation aux normes européennes sonnerait le glas de l'économie corse, le président de l'exécutif territorial en personne, Jean Baggioni, s'est dit d'accord pour y participer, ainsi que nombre d'élus de tous bords. Et ce succès embarrasse suffisamment l'Etat pour expliquer sa décision de passer à l'offensive : une manif d'ampleur et de caractère national insulaire démontrerait que le peuple corse existe — si d'aucuns en doutaient encore. (Le CONSEU qui se tiendra dans l'île les 28-30 décembre pour célébrer la « déclaration universelle des droits des peuples » le rappellera.)

Les rapports A Cuncolta - MPA

Depuis la scission entre A Cuncolta et le MPA, les appels à l'unité n'ont pas manqué de part et d'autre. Toutefois, les relations restent tendues entre les directions de ces deux mouvements, comme le reflètent leurs organes respectifs : les invectives pleuvent aisément, et les déboires que connaissent au sein du MPA certains «ex» de A Cuncolta amusent fort leurs anciens compagnons de route. Dans *U Ribombu* du 22 octobre, un article intitulé « Bousculade aux portillons de l'Etat » informe ainsi avec une visible jouissance que Léo Battesti quitte le MPA pour — officiellement, du moins — un désaccord portant sur l'activité clandestine (les mouvements qui pratiquent encore celle-ci n'ont en effet plus, selon lui, de raison d'être; mais cet ancien responsable de A Cuncolta, emprisonné un temps pour ses actions armées, ignore superbement dans ses propos l'existence du FLNC - canal habituel...). Jean-Paul Calendini et Yves Stella, autres têtes du MPA, démissionnent quelques jours plus tard. Puis c'est au tour de Marie-France Giovannangeli (secrétaire du STC), qui se démet également de son mandat d'élue municipale...

Les relations Corsica nazione - ANC

L'Accolta naziunali corsa, créée par Pierrot Poggioli en novembre 1989, a rejoint Corsica nazione en décembre 1991 (en même temps que quelques gauchistes de Per u paese et de A Fiumara). Dans ce regroupement où chaque composante conserve sa spécificité, l'ANC semble pourtant toujours en décalage par rapport à ses partenaires. Ainsi, au référendum sur Maastricht, tandis que ces derniers prônaient l'abstention, elle appelait à voter «non» (le MPA se prononçant quant à lui pour le «oui»).

Le « cavalier seul » que joue l'ANC suscite de nombreuses critiques au sein de Corsica nazione. A Cuncolta lui a récemment demandé de modifier son attitude, liée d'après elle à de « sombres ambitions politiciennes ».

3 - Il y a actuellement cinq prisonniers nationalistes corses à Poissy, la Santé et Fleury, en butte à de nombreuses tracasseries administratives et judiciaires (remises de peine accordées puis refusées, statut de DPS supprimé puis réattribué...).

« Aujourdhui, il est de notre devoir de militants ayant scrupuleusement respecté nos accords et continuant à le faire de signaler un certain nombre de manquements graves de la part de l'ANC :

- attaques incessantes sur le contenu politique de l'union qualifiée de coalition électorale [...] ;
- conférence de presse ANC du 22 octobre dernier dont les positions sont tout à fait contraires aux accords Corsica nazione [...] ;
- récupération systématique d'actions de terrain prévues sous l'égide de Corsica nazione [...] ; en revanche, absence systématique lors d'actions communes [...] ;
- absence de travail à l'Assemblée [...] ; deux motions à l'initiative de l'ANC sur les trente déposées par Corsica nazione;
- indiscipline chronique (départs imprévus, absence répétée aux réunions de concertation précédant les sessions) [...] ;
- non-respect des engagements pris à propos de l'entrée d'autres organisations au sein de la Cunsulta naziunale.

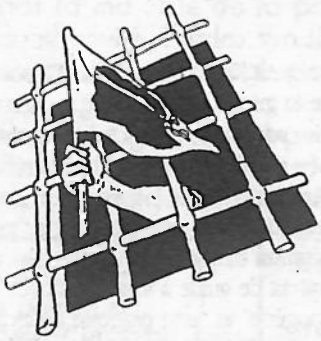
Sous différents prétextes, l'ANC pratique la division tant à l'Assemblée que dans les luttes quotidiennes. Sous couvert de morale, cette organisation peut-elle continuer à cultiver le cynisme et l'esprit d'intrigue? [...] Désormais, l'ANC devra tirer toutes les conséquences de ses choix et de ses comportements [...]. » (Extrait de la déclaration remise à la presse le 4 novembre par A Cuncolta, avec pour titre « Consolider l'union et la lutte avec Corsica nazione ».)

Quelques mots pour conclure...

Malgré les tiraillements externes et les tensions internes, A Cuncolta et Corsica nazione fonctionnent donc (même si l'on peut déplorer que ces regroupements ne défendent pas un projet politique très précis). Et, dans un contexte économique, politique et social aussi catastrophique que celui de la Corse, on ne voit pas très bien comment le pouvoir pourrait arrêter leur démarche, qui représente la seule contestation de l'ordre établi susceptible, par sa force, d'impulser un réel changement.

Par ailleurs, si l'idée que la lutte ne sera pas gagnée par les armes est largement répandue dans les milieux nationalistes, il est également admis que les interventions du Front ont permis, entre autres, de freiner le bétonnage des côtes et de limiter la politique du tout-tourisme. C'est pourquoi il paraît fort peu probable — surtout après les mesures répressives de ces dernières semaines — que l'Etat français en finisse demain avec la clandestinité... et le mouvement corse.

Vanina
25 novembre 1992



COURRIER

DU TARN

Je vais te raconter une histoire, pas belle. Nous attendions un enfant : les projets, les doutes, les espoirs... jusqu'à ce jour cruel où une échographie - la seconde prévue au bout du cinquième mois - a révélé une malformation grave à nos yeux, mais "compatible à une vie sociale" selon la loi et l'avis de certains "médecins". je ne vais pas te raconter la douleur : elle nous appartient et chacun d'entre vous se la devine. mais plutôt te dire que dès lors, notre choix fut de tout arrêter et de ne pas mettre au monde un enfant avec ce handicap : les injustices sociales, le sexisme, le racisme, guerres et menaces écologiques suffisent à nous empêcher la vie.

La science nous avait permis de savoir : elle allait maintenant nous aider, pensions-nous... Mais là, implacable, la blouse blanche de l'Hôpital St-Grave de Toulouse nous répond qu'il va falloir vivre avec et que... euh... bonne chance ! Des examens complémentaires devaient être effectués quelques semaines plus tard car il était probable qu'il y ait autre chose...

Mais il nous fallait attendre, être passifs, obéir, accepter enfin : tels étaient les "ordres du conseil". Une dernière entrevue, avec l'associée de notre médecin, absent alors, finit de nous révolter : en vrac elle annonça que "si on commence à avorter pour ça, on avortera aussi, pourquoi pas, si les parents ne sont pas d'accord avec le sexe de leur enfant : c'est du nazisme !" Tout en nous indiquant hypocritement une adresse en Angleterre, très chère bien sûr, comme "au bon vieux temps" où seules les bourgeoises avortaient en secret dans le silence des chèques. ne pas tenir compte du choix des parents, les culpabiliser en leur faisant miroiter sous le manteaux une solution inaccessible, obliger à mettre au monde un enfant handicapé quand on sait comment est traitée la différence sans notre société, voilà bien l'amorce du nazisme sournois et enrobé d'un vernis démocratique devenu alibi.

Et puis l'histoire se termine grâce à des médecins enfin compréhensifs, humains, engagés socialement... reste à cicatriser dans son corps et dans sa tête, on y travaille.

Epilogue : nous voulons que la mort de notre enfant serve à encourager tous ceux etc elles qui, face à de telles situations ou autres aussi déchirantes, sont tentés contre leur gré d'attendre, d'être passifs, d'obéir, d'accepter, au lieu de lutter et de vivre. malgré tout !

Patrick Leclerc

DE LIMOGES

... Quelques remarques sur le n° 22 de rentrée. J'ai été très surpris par l'article sur Gilles Denigot et la manière dont il mène sa carrière syndicale, d'autant plus que j'ai lu le livre collectif "Travailler deux heures par jour". C'est vrai que la façon de voir le conflit des dockers dans les medias nous les dépeignait comme de vils corporatistes archaïques. La mise au point s'imposait. Quant aux témoignages poignants de détenus grâce à l'APEL, je me demande si une campagne d'information sur ce qu'ils ont dû endurer pendant le conflit des matons et ce qu'ils endurent encore ne devrait pas avoir encore plus sa place dans cette atmosphère sécuritaire qui s'ammoncèle.

Lionel

Nicolas Faucier

Notre ami Nicolas Faucier est décédé en juin 1992 à plus de 92 ans. Né dans une famille de dix enfants, il fut embauché comme apprenti mécanicien après son certificat d'étude à 12 ans. Au cours de divers emplois, il devient un bon ouvrier mécanicien et, avant la fin de la guerre, il s'engage dans la marine en 1918. La raison de cet engagement est l'espoir d'échapper aux tueries sur les fronts terrestres. La classe 1920 aurait vraisemblablement été appelé fin 1918 si la guerre avait continué. C'est au milieu des mécaniciens de marine, lecteurs de La Vague journal pacifiste, que Faucier fit son "initiation politique et sociale", selon ses propres termes. A Toulon, en 1919, il prit part à une grève de protestation contre le procès des "Mutins de la Mer Noire". Il fut puni de cellule. Démobilisé en 1921 il reprend le travail comme ouvrier mécanicien. Il deviendra ajusteur-outilleur et dans certaines occasions, victime de la répression patronale, il sera camelot pour gagner sa vie. Enfin, en 1934 il devient correcteur.

En 1923 il milite à l'Union anarchiste. Ce sont les années de lutte contre la guerre du Maroc, de soutien à Sacco et vanzetti. Faucier adopte les thèses "plateformistes". Cette "Plateforme" proposée par des anarchistes russes réfugiés en France (dont Makhno, Archinov... disait : «Il est temps pour l'anarchisme de sortir du marais de la désorganisation»? la "plateforme" propose une organisation munie d'une "ligne générale tactique et politique qui servirait de guide à tout le mouvement", aurait "un programme homogène" et "une pratique collective organisée". cette organisation appliquerait le "principe de la responsabilité collective" (les membres sont responsables de l'organisation, l'organisation est responsable de ses membres).

En 1927, Faucier devient administrateur du *Libertaire*. Puis il assure la gérance de la "Librairie sociale internationale". Pendant deux ans il fit face à tous les problèmes qui ne manquaient pas. c'est, semble-t-il, sur la fin de cette période qu'il rencontre Alice qui fut sa compagne jusqu'à son décès il y a quelques années.

En 1936, quand éclate la guerre d'Espagne, sur l'instigation de l'Union anarchiste, Faucier avec Lecoin, anime le "Comité pour l'Espagne libre" qui envoyait vivres et médicaments, vêtements, armes et munitions plus ou moins camouflées. Ce comité se transformera en 1937 en "Solidarité internationale antifasciste" (SIA). La SIA joua un rôle important en organisant meetings, fêtes de solidarité, collectes de vêtement et d'argent. Elle publiait un hebdomadaire : *S.I.A.* S.I.A entretient en Espagne une colonie de 300 enfants orphelins de guerre. cette colonie portait le nom "Ascaso-Durruti". la S.I.A. critiquait la politique coloniale française au Maroc, en Algérie, en Tunisie.. Elle apportait son soutien aux réfugiés politiques victimes de la politique gouvernementale de répression et d 'expulsion. Elle défendait le droit d'asile.

Après la débâcle espagnole, S.I.A. s'efforça de secourir les Espagnols regroupés dans les camps de Gurs, Argelès, etc. Elle put répartir dans des familles sympathisantes les enfants de la colonie "Ascaso-Durruti" réfugiés en France.

A partir du 1er septembre 1939, date de la mobilisation générale en France, Faucier passe à la clandestinité. Il assiste Lecoin dans la fabrication du tract "Paix immédiate". le 25 septembre, il écrit à l'autorité militaire : «La présente est pour vous informer que, fidèle à mes conceptions libertaires et pacifistes, je ne répondrais pas à l'ordre de mobilisation». Le 8 octobre il est arrêté à son domicile. A près avoir fréquenté différentes prisons, il a terminé sa peine en février 1943. Il était prisonnier, il devient interné administratif à Fontrevault où il était depuis près de trois ans. En juillet il est transféré dans un camp. En Aaût il est remis à l'organisation Todt pour travailler près de Poitiers à creuser une carrière destinée à une usine souterraine. En décembre 1943, il réussit à s'évader et passe à la clandestinité. il travaille mi-mécanicien, mi-électricien, pour une entreprise spécialisée dans l'installation et la réparation de signalisation électrique du réseau des chemins de fer, dans la région de Paimpol, ceci jusqu'ai débarquement. Après celui-ci, des travaux agricoles en Sologne lui permirent de subsister jusqu'à la Libération.

Après la Libération, Faucier reprend son travail de correcteur et publie une dizaine de numéros d'un bi-mensuel *La Bataille syndicaliste* pendant l'année 1945. Pour raisons de santé il retourne faire le forain sur les marchés, puis, à partir du printemps 1948 il est à nouveau correcteur jusqu'à sa retraite en 1965.

Faucier fut syndiqué à la CGTU puis à l'<union fédérative des syndicats autonomes, puis à la CGT et, bien entendu au syndicat des correcteurs CGT. Après sa retraite il adhère à l'association des vieux travailleurs de FO. Il s'est toujours réclamé de l'anarcho-syndicalisme. Pourtant il s'est refusé à rejoindre la CGTSR dans les années 20 ou la CNT française après 1946. Son syndicalisme peut se résumer en trois points : lutte de classe, indépendance, internationalisme.

Dès avant la deuxième guerre mondiale, Faucier écrit dans *La Révolution prolétarienne*. Après la guerre il y écrira souvent.? En 1952 il participe au "cercle Zimmerwald" créé par Chambelland pour dénoncer l'affrontement des deux blocs et revigorer l'internationalisme ouvrier. Il est un des créateurs de l'Union des syndicalistes en 1956 et des Editions syndicalistes. Son premier livre,*La presse quotidienne* est dédié à ses camarades du livre et de la presse et à la mémoire de Pierre Monatte.

Il était profondément pacifiste. mais un pacifisme révolutionnaire qui, d'une part, ne récusait pas la lutte violente des exploités contre leurs exploiteurs, et d'autre part pensant que la paix en pouvait résulter que d'une société basée sur la justice sociale et la liberté. Voir son chapitre sur "la tragédie espagnole" dans *Pacifismes et antimilitarisme dans l'entre deux guerres....*

Outre les deux livres cités plus haut, Faucier est l'auteur de *Les ouvriers de Saint-Nazaire, un siècle de luttes, de révolte, de d dépendance* (ed. syndicalistes), de *Dans la mêlée sociale, itinéraire d'un anarcho-syndicaliste* (ed. la digitale), et de nombreux articles dans la presse libertaire.

Roger Bossière

Mise au point du G.S.E.D.

Les groupes syndicalistes pour une Economie Distributive tiennent à apporter la mise au point suivante en réponse aux propos tenus à leur sujet dans l'article "syndicaliste ou petit patron ? Le cas Denigot" de CA n° 22 d'octobre 92 : «...des GSED, adeptes de l'école abondanciste dont le théoricien, Pastor, prône la répartition des richesses tout en niant la lutte des classes».

«GSED signifie Groupes de salariés pour l'économie distributive. Mais et surtout, jamais Joseph Pastor, le fondateur des GSED, n'a nié la lutte des classes, bien au contraire, dans la mouvance des mouvements ou organisations qui se réclament de l'économie distributive, Pastor a développé une théorie prônant l'abolition du salariat - donc du patronat - par la mise en œuvre de la grève générale productive et distributive (GGPD), ce qui suppose une transformation profonde des pratiques, buts et moyens d'actions du syndicalisme traditionnel...»
Pour d'autres précision, écrire à GSED, 11 rue St-Vincent de Paul, 13004 Marseille.
Et puisque nous en somme à cet article, Gilles Denigot a fait savoir qu'il envisageait "un droit de réponse" à ce texte qui le mettait en cause. A ce jour nous n'avons rien reçu, mais c'est bien évidemment sans problème que nous publierons in extenso sa réponse dès qu'elle nous parviendra.

Ruptures

Diffusé par abonnement depuis sept ans sur la région parisienne, *Ruptures* est un bulletin de liaisons des pratiques militantes d'entreprises et de quartiers. En plus d'un suivi des luttes et actions localisées sur cette banlieue, on y retrouve des rubriques antinucléaires, antimilitaristes, anticolonialistes et des fiches techniques sur la législation du travail. Vous trouverez dans le n°60 : Edito, La Courneuve : les mal logés, Chômage, Syndicalisme : débat, Eurodisney, Front national et école, Aides ménagères, livres, télévision, armée, l'information en entreprise.
Abonnement simple : 90 F, de soutien : 120 F. Chèques à l'ordre de Contre sens, adressés à Ruptures, BP 1, 94501 Champigny cedex.

A propos de *Ruptures* et de l'OCL : les nouvelles et les rumeurs vont vite dans le microcosme libertaire. Le fait est que *Ruptures* n'est plus une publication de l'OCL dont les animateurs ne sont plus adhérents. Pour couper court à certaines interprétations, précisons que l'OCL est en très bons termes avec les copains de *Ruptures* comme peuvent en témoigner les échanges fréquents de textes entre les deux publications.

Procès d'un antifasciste

Le procès de notre compagnon Jean-Louis Dion (voir CA n°22) s'est bien déroulé le 6 octobre 1992 à la cour d'appel d'Orléans. une vingtaine de copains avaient fait le déplacement pour le soutenir. Alors que la justice l'avait condamné, dans un premier temps à trois mois de prison ferme, la cour d'appel est revenue sur cette décision. Après avoir mis l'affaire en délibéré, elle a rendu sa sanction le mardi 20 octobre. Finalement Jean-Louis est condamné à 6 mois de prison dont 5 avec sursis. Son avocate négocie actuellement la possibilité d'effectuer la peine en prévenu libre. Si on peut regretter que l'on ait pas eu totale réussite dans cette affaire, le soutien que nous ont apporté les milliers de pétitionnaires nous a été d'une plus grande aide. Souvenons-nous aussi de la démission complète des syndicats et des partis de gauche et d'extrême gauche (sauf la LCR) dans cette affaire.

CNT de Tours

Journal d'écolos pas contents du tout !

Trimestriel grinçant sur l'actualité écologiste et alternative, mais aussi, dessins, littérature, poésie, articles de (mauvaise) humeurs. Et encore des rubriques : troc, jardinage bio, droits de l'Homme, pavés des lecteurs. Quémandez-donc un numéro à ZIG-ZAG, 49 rue Georges Sand, 31400 Toulouse, tél 61.25.86.26 ... si vous avez 14 balles qui traînent.

Aux communistes libertaires de tout poil !

Vous avez sûrement des amis à qui vous voulez faire plaisir. Alors quoi de plus beau et intéressant que leur faire connaître la pensée libertaire. L'Atelier de création libertaire a pensé vous faire des offres exceptionnelles pour leur faire plaisir. Nous pouvons adresser directement à la personne de votre choix des paquets cadeaux pour la fin de l'année. Voici la liste de ces paquets.

1e offre : Pour connaître Bookchin
Sociobiologie ou Ecologie sociale
Qu'est-ce que l'Ecologie sociale ?
Une société à refaire, pour une écologie de la liberté.
100 F au lieu de 153 F

2e offre : Un anarchisme contemporain
Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières
Aventures de la liberté
L'Etat et l'Anarchie
La Révolution
Ciao anarchici (photos de la rencontre de Venise)
150F au lieu de 300F

3e offre : dis titres de tous les horizons
Femmes, pouvoir et bureaucratie
Le pouvoir et sa négation
Georges Sans et ces dames voyagent
Aux sources de la révolution chinoise : les anarchistes
Joël Fieux : Paroles et écrits
Vivre l'Education
Explosion de liberté : Espagne 36 - Hongrie 56
La résistible ascension de l'extrême droite à Marseille
Interrogations sur l'autogestion
Au-delà de la démocratie
300 F au lieu de 535 F

4e offre : l'ensemble des trois précédentes
500 F au lieu de 988 F

Ces offres s'entendent franco de port. En plus nous vous ferons parvenir avec chaque commande le recueil de nouvelles de Louis Ségéral : "Les nouvelles de la Combe".
Commandes à adresser à **Atelier de création libertaire, BP 1186, 69202, Lyon cedex 02.** Chèques à l'ordre de ACL, CCP 57 24 59 Lyon. Permanence téléphonique le jeudi soir : 78.29.28.26.

L'Aquitaine sera-t-elle la nouvelle Lorraine ?

Hagar Dunor, auteur du livre paru aux éditions Acratie "Longwy 81-83" sera présent à Bordeaux, invité par l'OCL et le CEL.
Un débat sera organisé sur l'emploi dans l'aéronautique en Aquitaine. Suite aux réductions des budgets de défense, en l'absence de perspectives alternatives tenant compte du potentiel humain : l'Aquitaine sera-t-elle un désert industriel vouée au tourisme et aux spéculateurs immobiliers ? L'Aquitaine sera-t-elle une nouvelle Lorraine ?
Samedi 12 décembre - 17 h à L'Ormée - 36 rue Sanche de Pomiers, Bordeaux.

Envoyez-nous vos communiqués avant le 20 de chaque mois à OCL/Egregore. BP 1213. 51058 Reims Cedex.

Laissons le pessimisme pour des jours meilleurs

Cette fin de siècle est frappée du sceau de deux faillites : celles du capitalisme libéral et de son ex-complice, le capitalisme d'Etat. Ce dernier est en train de s'effondrer dans les pays de l'Est, au moins autant, d'ail-leurs, sous la pression des capitaux occidentaux que sous celle des populations concernées . Nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela fait plus de 70 ans que le courant libertaire dénonce les pays dits communistes comme étant des dictatures, pratiquant un capitalisme d'Etat qui avait substitué à la forme classique de la propriété privée, la domination d'une classe bureaucratique qui dirigeait la production et l'échange pour son propre compte.

Mais le capitalisme libéral, qui domine encore plus largement qu'hier le monde, est en train de montrer lui aussi, de manière criante, son échec ; du moins si on se réfère à la supposée volonté de supprimer les inégalités, les guerres, la misère et l'exploitation. Bien au contraire il ne fait qu'en augmenter l'intensité : guerres et massacres se multiplient dans le monde comme les famines endémiques ; ce sont les revers d'années et d'années de colonialisme passé et de néo-colonialisme actuel : pillage des ressources des populations du Sud, destruction lente mais certaine de l'environnement ; mais aussi dans les pays du Nord, accroissement de l'exploitation des travailleurs et mise en place progres-sive d'une société duale où une minorité de nantis au service de la bourgeoisie s'achèteront à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, flexibles et sans cesse menacés de chômage de longue durée.

L'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 n'a fait que peaufiner cette tendance : accroissement des inégalités, dégradation du tissu social, politique internationale basée sur l'interventionnisme militaire, le surarmement et le nucléaire (avec, pour les niais, un discours humaniste).

Le PS s'est consolidé au fur et à mesure que les luttes sociales des années 70 déclinaient et a pris le pouvoir au moment où leur niveau était au plus bas. Il n'a eu de cesse ensuite que de créer les conditions pour que ce niveau reste bas ; en tuant, par phagocytage, ce qui restait de vie associative vivante, en noyautant ou en tentant de détruire les tentatives autonomes (anti-racisme et écologie), en poussant à la mise en place d'un syndicalisme de cadres, intégré à l'appareil d'Etat ; il a ainsi anesthésié un tissu social déjà en très mauvaise santé. Pendant ce temps il pouvait en toute tranquillité mener la politique du patronat et du complexe militaro-industriel : restructurations, et suppression progressive des acquis obtenus dans les luttes par les travailleurs. Voilà bien deux conditions pour qu'apparaisse un Front national dominateur et arrogant ! Les socialistes n'ont fait que fumer le terrain sur lequel prolifèrent les rats. Mais cela n'est pas nouveau : la social-démocratie nous avait déjà fait le coup dans l'histoire !

En ce sens nous devons être clairs : le parti socialiste et ses satellites sont nos ennemis, et même pour lutter contre le Front national il ne serait d'aucune utilité de s'allier avec eux.

Nous luttons, quant à nous, pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échanges seront gérés non par leurs propriétaires "légaux" actuels, ou par des bureaucrates de l'Etat, mais par l'ensemble des gens eux-mêmes et directement ; gestion assurée par des assemblées de base, des conseils d'usine, de quartier, de villages, de villes et de région composés de ceux et celles qui y vivent et y travaillent et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité et la qualité de la production et de son usage. Partis et syndicats ne peuvent être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de sa répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation du pouvoir, de parti-guide, de parlement, de structures étatiques seront écartées pour laisser place à l'auto-organisation des travailleurs.

Les modalités d'application de ces principes ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situation générales et particulières, des formes locales de cultures, des possibilités et des désirs. Ce qui ne veut pas dire pour autant que le Communisme libertaire dont nous nous réclamons ne soit que vague utopie. L'histoire des révoltes et des révolutions fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste, adapté aux situations particulières de l'époque et du lieu, que ce soit la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Dans la mesure ou notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et de tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires (avec des contradictions et des échecs aussi), c'est actuellement DANS ces mouvements sociaux qu'il faut combattre, y compris d'ailleurs en luttant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à retourner à un ordre ancien de domination capitaliste ou à le recréer.. C'est en effet dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre société, dont l'ébauche jaillit parfois spontanément dans certaines situations. Nous-mêmes, militant(e)s anarchistes, ne sommes pas différents de ceux qui sont les acteurs de ces combats, qui sont aussi les nôtres. Cette société, nous ne la supportons plus, comme beaucoup, et nous pensons que lorsque des gens sont "en mouvement", dans des moments partiels de rupture, ils sont porteurs d'autres choses qui correspondent mieux à nos aspirations.

L'Organisation communiste libertaire (OCL) n'est pas un parti en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destinée à diriger les luttes. L'OCL est un des multiples lieux de ces mouvement sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste, qui nous sert à échanger, à discuter, à agir, entre gens pour l'essentiel sur la même longueur d'onde. L'OCL est un outil que nous nous donnons pour agir, prendre des initiatives collectivement et participer, dans la mesure de nos moyens, à une nécessaire recomposition sociale et politique que la situation exige : remettre au goût du jour l'idée qu'il faut changer ce monde, pousser à l'émergence d'un pôle révolutionnaire qui ne se prenne pas les pieds dans les rêts que la social-démocratie laisse traîner derrière elle. Notre journal que vous avez entre les mains, Courant alternatif, réalisé le plus collectivement possible (voir son fonctionnement en page 2) est un moyen que nous nous sommes donné pour faire connaître nos activités, nos réflexions, les luttes dans lesquelles nous sommes impliqué(e)s ou que nous connaissons, et les analyses que nous en tirons ; cela avec l'idée que les articles peuvent servir aussi à ceux et à celles qui ne veulent pas, ou plus, se contenter de rester passifs.